

CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3513 - MARDI 18 JUIN 2019

SANTÉ PUBLIQUE

# Rendre disponibles les médicaments dans les structures hospitalières



La ministre de la Santé et les partenaires inaugurant les entrepôts réhabilités

La Centrale d'achat des médicaments essentiels et produits de santé s'est fixée comme objectifs, entre autres, de fournir des médicaments à tous les centres de santé du pays.

« Il s'agit de rendre disponibles les médicaments et autres produits de santé sur toute l'étendue du territoire national au profit de la population », a indiqué la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, lors de la réception d'un entrepôt réhabilité de la centrale d'achat.

Page 3

AGRICULTURE COMMERCIALE

## Plus de quatre cents millions francs CFA au profit des producteurs

Trois conventions d'une valeur de plus de quatre cents millions francs CFA ont été signées à titre symbolique entre le coordonnateur du Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale, Isidore Ondoki, et les premiers bénéficiaires de ce projet des localités de Brazzaville, d'Ollombo, d'Ignié, de Ngabé et de Ngo.

« Nous sommes satisfaits d'avoir été choisis. Ce financement nous permettra d'accroître notre cheptel. Nous envisageons d'accroître également la capacité de production d'œufs de table à cent palettes par jour. L'objectif étant de rendre disponible le produit sur le marché et contribuer à la baisse des prix », a indiqué le président de la coopérative Coco, Claudin Miakassissa, un des signataires évoluant à Brazzaville.

Page 2

INTÉGRATION

## Les infrastructures permettront à l'Afrique centrale de réaliser un bond qualitatif



En marge des Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement qui se sont tenues, du 11 au 14 juin, à Malabo, en Guinée équatoriale, la ministre congolaise du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka Babackas, a souligné, dans une interview accordée aux Dépêches de Brazzaville, la nécessité pour la sous-région Afrique centrale de se doter des infrastructures de connectivité afin de prendre le train de l'intégration régionale. « Nous y travaillons tous les jours à travers la Cémac et la CEEAC. Chaque jour, nous confirmons notre volonté, surtout celle de nos chefs d'État, pour construire une sous-région forte parce que les infrastructures seront au rendez-vous, car la volonté politique y est depuis fort longtemps », a-t-elle déclaré.

Page 9

Éditorial

Cohésion

Page 2

PACIFICATION

## Les jeunes du Pool s'engagent à consolider la paix

Les jeunes du département du Pool vont organiser, du 21 au 23 juin, à Kinkala, une rencontre pour échanger sur l'avenir de la jeunesse et celui de leur département, meurtri par des conflits armés à répétition.

Ces assises seront tenues sur le thème « Place et rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix, la promotion du vivre ensemble et la réconciliation du Pool ». Elles sont initiées par l'Association des élèves et

étudiants dudit département avec l'appui du diocèse de Kinkala et ont pour objectifs, entre autres, de consolider le processus de paix et de sécurité dans cette partie du pays.

Page 4

## ÉDITORIAL

## Cohésion

Que le Bassin du Congo devienne, ou plutôt redeviennne, l'une des régions du monde vers laquelle se portent toutes les attentions n'a rien d'étonnant dans un moment comme celui que nous vivons, où les grandes puissances s'efforcent d'affirmer leur prééminence sur la scène internationale. Aussi vaste que richement doté par la nature et de surcroît habité par une population jeune qui constituera demain l'un des marchés les plus dynamiques du continent africain, il ne peut que susciter les convoitises. Et c'est bien ce qui se passe sous nos yeux.

Soit dit en passant, le mouvement qui se dessine ainsi rappelle celui qui conduisit les puissances européennes, il y a très exactement cent trente-quatre ans, à tenir la Conférence de Berlin qui devait leur permettre de se partager les richesses de l'Afrique centrale sans pour cela s'affronter les armes à la main. La différence, bien évidemment, est qu'aujourd'hui les pays du Bassin du Congo sont libres, indépendants, délivrés de la tutelle coloniale et donc maîtres de leur destin ; mais aussi que les « Grands » européens se trouvent confrontés à la concurrence de puissances mondiales telles que la Chine, les Etats-Unis, l'Inde ou la Russie qui ont pris la juste mesure de l'importance que revêt dès à présent pour eux le marché en voie d'émergence qui est le nôtre.

Ce que nous devons tous comprendre, dans ce nouveau contexte, c'est le fait que conclure des accords commerciaux avec les « Grands » qui lorgnent de plus en plus clairement sur cette partie du monde en pleine émergence sans se préoccuper dans le même temps de protéger, de défendre les intérêts du Bassin du Congo tout entier ne peut avoir que des conséquences négatives à plus ou moins brève échéance. Outre le fait que l'égoïsme national, sur lequel il se pourrait bien que ces mêmes « Grands » tentent de jouer, risque d'aviver les tensions entre les Etats de la sous-région contre lesquels il serait difficile de lutter, ce même égoïsme porterait un coup fatal au grand dessein que constitue la protection de la nature inviolée dont nous avons hérité des siècles antérieurs.

Le temps est certainement venu pour les Etats et les gouvernements de l'Afrique centrale de coordonner de façon plus précise leurs actions face aux puissants de ce monde et de faire ainsi respecter la cohésion du Bassin du Congo dont dépend directement notre avenir.

Les Dépêches de Brazzaville

## AGRICULTURE COMMERCIALE

## Plus de quatre cents millions francs CFA au profit des producteurs

Le coordonnateur du Projet d'appui au développement de l'agriculture commerciale (Pdac), Isidore Ondoki, a signé, le 17 juin à Brazzaville, des conventions de financement des plans d'affaires avec les premiers bénéficiaires de ce projet, en présence du ministre de tutelle, Henri Djombo.



Le coordonnateur du Pdac et le président d'un groupement signant la convention de financement

Trois conventions de financement d'une valeur de plus de quatre cents millions francs CFA ont été signées à titre symbolique pour vingt et un groupes de producteurs des micro, petites et moyennes entreprises agro-industrielles dont onze de Brazzaville, deux d'Igné, six de Ngabé, un d'Ollombo puis un de Ngo.

« Nous sommes satisfaits d'avoir été choisis. Ce financement nous permettra d'accroître notre cheptel en augmentant le nombre de sujets à cinq mille. Nous envisageons d'accroître également la capacité de production d'œufs de table à cent palettes par jour. L'objectif étant de rendre disponible le produit sur le marché et contribuer à la baisse des prix », a indiqué le président de la coopérative Coco, Claudin Miakassissa, un des signataires évoluant à Madibou, quartier sud de Brazzaville.

En les invitant à travailler dans le cadre des études ayant présidé à leur sélection, le ministre

d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Henri Djombo, a déclaré : « Utilisez l'argent à bon escient, exactement dans les chapitres prévus dans votre business plan. Améliorez votre production afin qu'on sente l'impact de l'action gouvernementale à votre endroit ».

Aux groupements qui n'ont pas été retenus lors de la première phase, Henri Djombo les a assurés qu'il y aura d'autres occasions d'évaluation des plans d'affaires pour retenir les meilleurs exploitants. « Les premiers doivent être exemplaires et obtenir de bons résultats. Si le contraire se produit, nous allons durcir les critères de sélection », a-t-il prévenu.

Rappelons que sur deux cents dossiers soumis à l'appréciation de l'organisme indépendant par les postulants au financement du Pdac, cent onze ont été approuvés, lors de la première session de la commission de validation des plans d'affaires, tenue au mois d'avril dernier.

Parmi les plans des groupes de producteurs qui ont été sélectionnés, trente-six sont dans la production du manioc, vingt-sept dans le maraîchage, neuf dans la production d'œufs de table, huit dans la pisciculture, etc.

Le coût nécessaire pour financer toutes ces activités a été évalué à 2 160 389 245 F CFA dont 1 889 078 162 sera apporté par le projet et 271 311 083 par les bénéficiaires. Par contre, aucune contrepartie ne sera exigée aux entreprises ou groupes de producteurs autochtones. Cofinancé par le Congo et la Banque mondiale à hauteur d'environ cinquante-cinq milliards francs CFA pour une durée de cinq ans (2017-2022), le Pdac a pour objectif d'améliorer la productivité des agriculteurs et l'accès aux marchés des groupes de producteurs et des micro, petites et moyennes entreprises agro-industrielles.

Lopelle Mboussa Gassa et Gloria Lossele (stagiaire)

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Directeur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Rominique Nerplat  
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassa

## Service International :

Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

## Service Culture et arts :

Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

## Service Sport :

James Golden Eloué (chef de service),

## ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali-Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

## Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

## Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél.: 06 700 09 00 /  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## SANTÉ PUBLIQUE

## La Cameps envisage de couvrir 80% des besoins nationaux en médicaments

L'objectif à court terme de la Centrale d'achat des médicaments essentiels et produits de santé (Cameps) est de mettre suffisamment de produits à la disposition des formations sanitaires publiques et privées, pour mieux répondre aux attentes toujours croissantes en la matière.

A l'occasion de la réception d'un des entrepôts réhabilités de la Cameps, la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, a indiqué que le défi à relever dans un avenir proche, pour cette structure, est de couvrir 80% des besoins nationaux en médicaments. « Il s'agit de disponibiliser les médicaments et autres produits de santé géographiquement sur toute l'étendue du territoire national et financièrement, donc à moindre coût, au profit de la population, notamment les couches les plus démunies », a-t-elle déclaré. La ministre a salué les efforts consentis par le Fonds mondial dans le renforcement de la chaîne d'approvisionnement de la Cameps avec un impact positif sur le système de santé au sens large du terme. D'ailleurs, elle a mis en relief le rôle clé que jouent et continuent de jouer les partenaires : Fonds mondial, Unicef, OMS, la Croix-Rouge française, l'Agence française de développement, etc., pour aider

la Cameps à atteindre l'objectif fixé.

Dans ce sens, la Cameps projette de réhabiliter l'ensemble de ses entrepôts pour disposer des espaces de stockage supplémentaires. « Une surface de stockage de 381m<sup>2</sup> à Brazzaville et 500m<sup>2</sup> à Pointe-Noire afin d'augmenter la capacité de stockage à 3000m<sup>2</sup> au niveau de la capitale », a indiqué le directeur général de la structure, le Dr Max Maxime Makoumba-Nzambi. Sous peu, a-t-il poursuivi, la Cameps recevra sa première dotation en médicaments essentiels génériques grâce au partenariat entre l'Unicef et le ministère de la Santé. Une offre qui permettra de disponibiliser au moins 40% des besoins en médicaments essentiels.

#### La France aux côtés du Congo pour améliorer le système de santé

L'ambassadeur de France au Congo, Bertrand Cochery, a rassuré le gouvernement congolais



Un des entrepôts réhabilités pour abriter des quantités importantes de médicaments et la population du soutien à l'amélioration du système de santé. Il y a deux ans, les deux pays ont renforcé leur coopération dans le domaine sanitaire, notamment dans le cadre de la lutte contre les faux médicaments, a rappelé le diplomate. Aussi, pour l'efficacité de l'ac-

tion menée par la Cameps, la France a mis à disposition deux experts qui participeront à l'élaboration du plan de développement stratégique de la Centrale d'achat des médicaments essentiels et produits de santé 2020-24. « Consciente des enjeux sanitaires en Afrique

en général et au Congo en particulier, la France participe à hauteur de trois cent soixante millions d'euros au Fonds mondial pour renforcer la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose », a fait savoir le diplomate français.

Le tout dernier entrepôt réhabilité grâce au financement du Fonds mondial est d'une superficie de 282m<sup>2</sup>, dans le cadre de la subvention 2018-2020. Dans cette chaîne de responsabilités partagées, la Croix-rouge assure la gestion du plan d'approvisionnement en produits de santé.

La Cameps, rappelons-le, a pour rôle d'acquiescer les médicaments et produits de santé, de les mettre à la disposition des formations sanitaires, de les rendre disponibles et accessibles à moindre coût sur toute l'étendue du territoire national. C'est ainsi que le défi à court terme demeure l'augmentation du taux de couverture à hauteur de 80%.

Rominique Makaya

## POLICE NATIONALE

## Des inspecteurs en formation

L'inspection générale, en partenariat avec le service de sécurité intérieure près l'ambassade de France au Congo, renforce les capacités de son personnel à travers un séminaire qui se tient, du 17 au 28 juin, à Brazzaville.



Les membres du commandement de la police, les participants au séminaire et les partenaires

« La fonction de contrôle qu'exerce l'inspection générale de la police nationale implique que celui qui en est investi possède les qualités professionnelles lui permettant de mieux appréhender les subtilités du magistère de la discipline et du contrôle », a déclaré l'inspecteur général de la police, le général Jacques Antoine Bouiti, à l'ouverture des travaux. Le séminaire qui va durer douze jours est animé par le commandant Yves Lassale, venu de France. Il se tient sur le thème « L'organisation et les missions de l'inspection générale de la police nationale » mais plusieurs sous-thèmes y seront également développés.

Le général Jacques Antoine

Bouiti a estimé que de cette formation, sortiront des hommes suffisamment qualifiés, capables de promouvoir un avenir meilleur à l'inspection générale de la police nationale. C'est sans nul doute pour cela que le préfet, directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur et de la décentralisation a exhorté à l'assiduité, à la pleine maîtrise des notions enseignées qui constituent une source à laquelle ces inspecteurs de police puiseront la substance au moment de l'action. En effet, Séraphin Ondélé a souligné que cette formation est une occasion pour les inspecteurs de police, considérés comme protecteurs de l'Etat et garants de l'ordre public, de renforcer leurs capacités de

contrôle et de régulation dans la pleine légalité.

Pour sa part, l'ambassadeur de France au Congo, Bertrand Cochery, a rappelé que ce séminaire est le fruit de la coopération française en matière de sécurité intérieure permettant aux pays amis d'avoir un dispositif policier efficace. Selon le diplomate français, par cette formation, les inspecteurs vont acquiescer les méthodes et les savoirs pour une police au service de l'Etat de droit, jouer pleinement leur rôle d'auxiliaires de justice et assumer les fonctions d'audit, de contrôle et d'enquête administrative ou judiciaire. « Il s'agit donc de jouer le rôle de garde-fou », a-t-il indiqué.

R.M.

## BANDITISME

## La police présente une vingtaine de malfrats à la presse

Les présumés délinquants ont été exposés, le 15 juin, par les services départementaux de la police judiciaire au Kouilou et à Pointe-Noire que dirige le colonel de police André Mankassa.

La bande des malfrats présentés est composée des nationaux et des sujets étrangers. L'un d'eux, selon le colonel André Mankassa, est brigadier chef de la police nationale. Ils sont responsables de plusieurs crimes et autres infractions commis ces dernières semaines dans différents quartiers de Pointe-Noire, notamment le vol à main armée, le viol, les meurtres, les vols de câbles électriques, la destruction des biens appartenant à autrui, la séquestration de mineurs, l'escroquerie, etc. « Les auteurs de ces différents crimes et autres actes punissables seront présentés au parquet du procureur de la République conformément à la loi. Les services de police se mettront nuit et jour à l'œuvre en vue de continuer de mieux sécuriser les personnes et leurs biens à Pointe-Noire et au Kouilou, de maintenir la quiétude auprès des habitants de ces départements... Ces hors-la-loi rencontreront toujours la police sur leur chemin s'ils ne veulent pas s'amender. Parmi ces mal-



Un échantillon des malfrats présentés./Adiac

frats, il y a des cas de récidive comme Malonga Christ, Mboundou Bauche, alias Guillaume Soro, et autres », a signifié le colonel de police André Mankassa.

Interrogés par la presse, certains ont reconnu les faits qui leur sont reprochés par les services de police. En plus, des noms précités, il y a, entre autres, Didier Bedi, alias satan; Roclin Bibila, alias Mobola Têtu; Franck Mbenza Mehongou, alias Ronaldo; Ibervil Kokolo; Stani Obaki, alias Galaxie; René Tati Makosso; Armel Bouka (brigadier-chef), Jean Aimé Ngakosso.

Séverin Ibara

## POOL

## Les assises de la jeunesse s'ouvrent vendredi à Kinkala

Une rencontre spéciale pour échanger sur l'avenir de la jeunesse et celui de leur département se tiendra, du 21 au 23 juin au chef-lieu, après des conflits armés à répétition.

Les assises seront organisées sur le thème « Place et rôle de la jeunesse dans la consolidation de la paix, la promotion du vivre ensemble et la réconciliation du Pool ». Initiées par l'Association des élèves et étudiants ressortissants du Pool, avec l'appui du diocèse de Kinkala, elles s'inscrivent dans le cadre des activités de pacification du département, enclenchées depuis un moment.

Environ cinq cents jeunes des treize districts du Pool et d'autres départements du Congo prendront part à ce grand rendez-vous, a précisé Théophile Moyo Malanda, un des membres du comité d'organisation.

Ces échanges visent quelques objectifs principaux qui permettront aux jeunes de ce département, entre autres, de changer de mentalités, de prendre conscience du rôle qu'ils doivent jouer dans la consolidation de la paix et la reconstruction du département ; de combattre le repli identitaire et d'incarner la notion du pardon ainsi que de réconciliation entre eux et leurs aînés, afin de promouvoir le vivre ensemble. A l'occasion, des conférences-débats seront animées sur les valeurs évangéliques et du Kimuntu (la personnalité) ; la consolidation de la paix par les jeunes ; l'autogestion en milieu juvénile et les dialogues intra-communautaires qui se sont clôturés le week-end dernier, à Kinkala. En marge de la cérémonie officielle, quelques activités sont programmées, à savoir le culte œcuménique pour le pardon et la réconciliation ; une opération de don de sang suivie d'une marche de paix et d'engagement de la jeunesse du Pool à la non-violence et au vivre ensemble.

En rappel, le département du Pool avait replongé dans les violences après l'élection présidentielle de 2016. Jusqu'en décembre 2017, il a été le théâtre d'opérations entre l'armée et les forces rebelles du pasteur Ntoumi. Pour tourner la page à cet énième épisode de conflit, les deux parties ont signé, le 23 décembre 2017, un accord de cessez-le-feu et de cessation des hostilités. Le texte prévoit, entre autres, le ramassage d'armes, dont plus de huit mille déjà ramassées, la réintégration sociale des ex-combattants et de la population civile, un processus encore en cours.

Les assises de la jeunesse et les réunions des plates-formes départementales du dialogue et d'échanges intra-communautaires qui se sont tenues, la semaine dernière, participent à cette dynamique de paix dont les effets bénéfiques se font déjà sentir.

Firmin Oyé

### COMMUNIQUÉ

Le directeur des Examens et concours de l'enseignement général informe les candidats aux différents examens (CEPE, BAC et BEPC), campagne 2019 qu'il est strictement interdit de détenir dans les centres d'examen, le téléphone portable, les calculatrices programmables ou tout autre objet susceptible de favoriser la fraude.

Tout contrevenant sera sévèrement sanctionné et verra son objet confisqué sans recours.

Les parents d'élèves, les chefs d'établissement, les inspecteurs, les directeurs départementaux et les enseignants sont tous tenus d'en faire large diffusion et de veiller à l'application de cette directive en prévision de tous les cas de fraude.

Jean-Pierre Mbenga

## JOURNÉE DE L'ENFANT AFRICAIN

## Un plaidoyer pour la réouverture des centres de rééducation et de réinsertion des mineurs

Le tribunal pour enfant, en partenariat avec le groupe de réflexion contre les violences fondées sur le genre, a sollicité aux autorités congolaises, le week-end dernier, à Pointe-Noire, la réouverture des centres de rééducation et de réinsertion des mineurs dans le pays.



Les organisateurs du plaidoyer / Adiac

Tenu sur le thème « Protection, autonomisation et égalité des chances pour l'enfant en République du Congo », le plaidoyer a permis à beaucoup de personnes de connaître et de comprendre non seulement les droits et les devoirs de la société envers les enfants mais également d'agir pour traduire ces convictions en acte. Dans son mot de circonstance, E. Ngoka Mami, présidente du tribunal pour enfant de Pointe-Noire, a rappelé que la structure qu'elle anime est confrontée à de nombreuses difficultés. Sa seule solution, en dehors de la remise des enfants aux parents, demeure le placement provisoire.

Or, pour certains, en raison de leur jeune âge, ce placement devrait se faire dans un centre de rééducation, un lieu sans nul doute qui leur permettrait de bénéficier d'un encadrement qui ferait d'eux des personnes utiles dans la société. Malheureusement, ces enfants sont envoyés à la maison d'arrêt qui n'est pas un lieu approprié pour eux. « Ces mineurs, après le délai de détention ou la remise à parent, deviennent encore plus dangereux qu'avant, d'où le phénomène amplifié des « bébés noirs » qui violent, violent et tuent. Il y a deux ou trois mois, j'ai procédé à la remise

à parent d'un mineur et celui-ci n'ayant bénéficié d'aucun suivi a repris avec les mauvaises habitudes, puis a été retrouvé sans vie des suites de la vindicte populaire, du fait d'un vol », a dit E. Mamie Ngoka.

Face à cette situation, la présidente du tribunal pour enfant de Pointe-Noire pense que la réouverture des centres de rééducation et de réinsertion demeure la seule solution efficace pour réduire la délinquance juvénile.

Dans son intervention, Jessica Mamonie Goma, procureure près le tribunal des enfants et présidente du groupe de réflexion contre les violences fondées sur le genre, a montré à l'assistance comment la loi Potignon, fondement de la protection de l'enfant en République du Congo, protège les enfants, assure leur autonomisation et favorise l'égalité des chances. Il faut dire que pour ce qui concerne la protection des enfants, la loi Potignon fixe leurs droits et prévoit des sanctions pour tous ceux qui porteront atteinte à ces droits. Ces sanctions sont un cumul de dispositions de ladite loi elle-même, du Code pénal ou des conventions internationales de protection de l'enfance.

Concernant l'égalité des chances, cette loi considère

que tous les enfants devraient avoir les mêmes opportunités de développement indépendamment de leurs origines sociales, de leurs convictions religieuses ou de toutes autres raisons purement subjectives. Enfin, pour ce qui est de l'autonomisation, le but est que l'enfant devienne de plus en plus indépendant, qu'il prenne ses propres décisions. Pour cela, en son article 46, la loi Potignon fixe des règles auxquelles l'enfant, qu'il soit délinquant ou non, particulièrement vulnérable ou non, est tenu de se soumettre. « Vous conviendrez donc avec nous qu'il s'agit d'un texte intéressant qui doit absolument continuer d'être vulgarisé et que chacun devrait s'approprier. Dans ce cas, nous pourrions observer une nette amélioration dans les droits des enfants africains en général et congolais en particulier », a signifié Jessica Mamonie Goma. Notons que cette activité a connu la présence de Norbert Nkounkouli, procureur général près la Cour d'appel de Pointe-Noire, et de Didier Narcisse Iwandza, président du tribunal de grande instance de Pointe-Noire, ainsi que de Joseph Bivihou, directeur de la protection légale de l'enfance au ministère de la Justice.

Hugues Prosper Mabonzo

## PREMIÈRE ÉDITION DE YALI KIDS

## Deux cents collégiens formés en leadership

Initié par l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Congo, en partenariat avec le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, le programme a concerné les élèves des CEG Jean-Félix-Tchicaya de Pointe-Noire et Gampo-Ouilou A et B de Brazzaville.

Gérée par l'Association Yali-Congo que dirige Vanessa Metou, la première édition du programme Yali Kids, lancée le 11 mai à Brazzaville, s'est clôturée le 15 juin au cours d'une cérémonie solennelle organisée au complexe scolaire La Révolution. En effet, la formation a duré six semaines dont trois pour Pointe-Noire et trois pour Brazzaville. Pendant cette période, les participants dont l'âge varie entre 11 et 15 ans ont acquis des notions sur le leadership et le développement personnel. Ainsi, ils ont pu, pendant la cérémonie de remise de certificat, développer leur talent de leader et s'exprimer librement sur des notions d'intérêt public à travers le débat, la poésie et le théâtre. De quoi à satisfaire l'ambassadeur des Etats-Unis en République du Congo, Todd Haskell, initiateur du projet. « La vidéo que nous venons de voir sur les activités de Yali Kids et les discussions sur le leadership par des participants du programme montrent que la première édition de Yali Kids est un véri-



Une vue d'enfants ayant accès à l'éducation/Photo Unicef

table succès. Je suis très fier de tous les enfants qui ont participé à ce programme à Brazzaville et à Pointe-Noire. En lisant la page Facebook de Yali Kids, j'ai constaté que ce programme est un véritable libérateur de potentiel », a-t-il souligné en substance.

Présidant la cérémonie, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, espère que les modules de formation portant sur les principes de base, le leadership,

l'innovation et l'action ont permis aux participants d'avoir des attitudes nouvelles. « Vous avez acquis des ABC du leadership dans le module des principes de base par exemple, et vous avez eu le caractère et le continuum de maturité. J'ai vu la maturité dans votre expression, vous avez développé et certainement vous allez continuer de développer des bonnes habitudes, c'est-à-dire être, entre autres, coactif et développé ses compétences, donner la priorité aux priorités, cher-

cher d'abord à comprendre avant de se faire comprendre, savoir écouter, créer un effet de synergie, aiguïser ses facultés et prendre soin de soi », a estimé le ministre.

Insistant sur le modèle de leadership/innovation, il pense que ces adolescents ont appris comment observer la communauté, son environnement et comment travailler pour la communauté ; comment être leader au quotidien et exercer au sein de son groupe. Ils ont aussi appris comment prendre la parole en public ;

comment identifier les problèmes à résoudre et définir son rôle dans la communauté ; comment être réflexif sur les actions ou projets à développer en faveur de la société. « J'espère que vous avez capitalisé les visites que vous avez effectuées dans les sites culturels et entreprises. J'espère que vous saurez mettre tout ce que vous avez appris en pratique et que vous serez des modèles pour les autres et leur dire que désormais vous êtes des leaders », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

## DJIRI II

## Bersol Exaucé Ngambili Ibam prêche les valeurs d'unité et de concorde nationales

Le député de la deuxième circonscription électorale du neuvième arrondissement de Brazzaville a organisé, le 16 juin, une marche citoyenne regroupant plusieurs sensibilités sur fond d'unité.

Initiée par le Regroupement des associations Elonga na Beni, une ONG dont Bersol Exaucé Ngambili Ibam est le promoteur, la marche est partie du pont de Mikalou jusqu'à l'esplanade du Centre national de radio et de télévision, en passant par le lycée Thomas-Sankara. Accompagné de ses collègues Romi Oyo de Ouenzé 3, Ghislain Ngalibali



Le député Bersol Exaucé Ngambili Ibam au milieu de la foule/DR

**« Quand tu tiens ton corps dans le sport, tu tiens bon la route jusqu'à 84 ans, 85 ans et même 90 ans. A ceux qui n'étaient pas venus à cette marche, je leur demande d'accorder, à l'avenir, une attention particulière à l'activité sportive pour éviter des maladies mortelles comme les AVC, le stress et autres. Même avant d'aller faire les massages, on vous recommande préalablement de marcher pour tenir l'équilibre »**

de Lékana, dans les Plateaux, et Henri Zoniaba-Ayimessone de Souanké, dans la Sangha, le député de Djiri II s'est engagé à appuyer les actions des jeunes afin de les accompagner.

« Nous venons aujourd'hui d'organiser une marche autour de l'unité et de la concorde de la population de Djiri II. C'est aussi une occasion pour nous de lancer une plate-forme que nous avons mise en place, il y a quelques jours. Celle-ci regroupe toutes les associa-

tions de jeunesse qui exercent à Djiri II, c'est-à-dire les mutuelles, les Ewawa et les clubs sportifs », a expliqué le député à la fin de la marche, précisant que Djiri était le prolongement de Tangai.

#### Inciter les jeunes à prendre leurs responsabilités

Selon lui, le message d'unité et de la concorde qu'il a lancé vise à inciter la jeunesse à prendre de plus en plus ses responsabilités et à promouvoir les valeurs de

paix, de partage et surtout d'unité prônées par le président de la République.

Interrogé sur le choix de la marche au lieu d'une autre activité, Bersol Exaucé Ngambili Ibam a indiqué que le sport permet un contact direct et une discussion de vive voix avec un ami.

Cette activité citoyenne fait suite à une précédente qui n'avait pas mobilisé assez de monde. Cette fois-ci, certains vieux du quartier et des chefs de section de Djiri y ont également pris part. Maurice

Nkoua « Dos », participant à la marche, dit avoir répondu favorablement à l'invitation du Regroupement des associations « Elonga na Beni ». Il a saisi cette occasion pour parler de quelques vertus du sport pour la santé humaine.

« Quand tu tiens ton corps dans le sport, tu tiens bon la route jusqu'à 84 ans, 85 ans et même 90 ans. A ceux qui n'étaient pas venus à cette marche, je leur demande d'accorder, à l'avenir, une attention particulière à l'activité sportive pour éviter des maladies mortelles comme les AVC, le stress et autres. Même avant d'aller faire les massages, on vous recommande préalablement de marcher pour tenir l'équilibre », a insisté l'ancien sous-préfet de Gamboma, dans les Plateaux. Liliane Enouakali, une jeune fille venue du quartier Emeraude, n'a pas caché sa joie d'avoir participé à cette marche de santé aux côtés de ses semblables. C'est ainsi qu'elle a demandé aux absentes de se rattraper à la prochaine occasion. Notons que cette marche organisée avec la présence de la police et de la sécurité civile (les sapeurs-pompiers) a mobilisé une foule immense.

Parfait Wilfried Douniama



PROMOZWAYAYO

C'est la fête du foot !!  
**4 séjours\*** en Egypte  
et **5.000 autres**  
lots à gagner\*\*

\*1 séjour pour 2 personnes \*\* par tirage au sort



Compose \*6262#

LE RESEAU DES SMARTPHONES

Publicis AG Partners

## BRÈVES

## TOGO

852 milliards francs CFA de promesses obtenues auprès des investisseurs européens lors du forum économique Togo-Union européenne à Lomé. Il s'agit du montant cumulé des financements que nécessiteront les cent quarante et un projets bancaires validés sur les quatre cents présentés. Une bouffée d'oxygène pour le Plan national de développement du pays 2018-2022, dont 65% des investissements (cinq milliards de dollars) reposent sur le secteur privé. Autre preuve de la satisfaction légitime de Lomé, en attendant la date du prochain forum, une consultation avec la partie européenne est prévue « très bientôt ». Elle devrait servir à plancher sur les premières conclusions de ce forum, l'objectif final étant de déboucher sur un plan d'accompagnement sur la période 2021-2025.

## MALI

Après le massacre de trente-cinq civils dans un village du centre du Mali, la semaine dernière, par des hommes armés, les appels au calme et les messages de soutien aux victimes se sont multipliés à Bamako. Le Haut Conseil islamique du Mali a exprimé sa solidarité avec les familles endeuillées du village de Sobane, habité essentiellement par des catholiques. À l'appel de partis politiques maliens, c'est une foule nombreuse qui s'est rassemblée devant le Monument de la paix de Bamako. Des bougies ont été allumées pour un moment de recueillement. « Plus jamais ça », a-t-on entendu.

## CENTRAFRIQUE

Deux journalistes français, correspondants de l'AFP accrédités dans le pays, ont été brutalement interpellés, le 15 juin, lors de la dispersion d'une manifestation interdite à Bangui. Les forces de sécurité ont confisqué ou détruit leur matériel. Charles Bouessel et Florent Vergnes ont été amenés à l'Office centrafricain de répression du banditisme, où ils disent avoir été tabassés - à coups de poing, coups de pied et coups de crosse - avant d'être remis à la Direction des services de police judiciaire. Ils ont été libérés après une garde à vue de six heures. La direction de l'AFP a vivement protesté contre la violente interpellation de ses deux journalistes. Reporters sans frontières appelle les autorités centrafricaines à sanctionner les forces de sécurité qui ont malmené les deux journalistes français.

## NAMIBIE

Le pays est forcé de vendre aux enchères ses animaux sauvages pour éviter les pertes recensées l'année dernière. D'après un rapport du ministère de l'Agriculture, plus de soixante mille animaux sont morts en 2018 en raison de la sécheresse. La vente aux enchères devrait donc permettre de sauver buffles, springboks, girafes et autres éléphants qui se trouvent dans les zones protégées. Des espèces sauvages qui risqueraient autrement de mourir de faim, selon le ministère de l'Environnement, à cause des mauvaises conditions de pâturages. La Namibie espère également récolter plus d'un million de dollars grâce à cette vente, une somme qui servira à la conservation des espèces dans les parcs.

Le pays est victime de l'une des pires sécheresses de ces dernières années.

## MADAGASCAR

La Commission électorale nationale indépendante (Céni) a dévoilé, le 15 juin, les résultats provisoires des élections législatives du 27 mai, donnant quatre-vingt-quatre des cent cinquante et un sièges de l'Assemblée nationale à la plate-forme IRD qui soutient le président Andry Rajoelina, quarante-six sièges aux candidats indépendants, seize au parti TIM de l'ancien chef de l'Etat, Marc Ravalomanana, et cinq sièges à d'autres petits partis. Ces résultats doivent encore être confirmés par la Haute Cour constitutionnelle, qui dispose de quinze jours pour proclamer les résultats définitifs. Les électeurs ont, en revanche, boudé le scrutin. Seulement 40% d'entre eux se sont déplacés pour aller voter, d'après les derniers chiffres de la Céni.

## NIGERIA

Au moins trente personnes ont été tuées dans un triple attentat-suicide attribué à Boko Haram, dans le nord-est du Nigeria, et plus de quarante blessées. L'attentat le plus meurtrier perpétré par le groupe islamiste depuis des mois dans cette région. Les trois kamikazes ont déclenché leurs charges explosives, dimanche soir, devant un centre de retransmission de football où des dizaines de personnes regardaient un match dans la ville de Konduga, à 38 km de Maiduguri, la capitale de l'Etat du Borno. Le manque d'infrastructures médicales appropriées pour gérer ce genre d'urgence et le temps passé à obtenir l'autorisation de se rendre sur les lieux depuis Maiduguri ont contribué à ce lourd bilan, selon les services de secours d'urgence.

## Egypte

1,2 milliard de dollars sera investi dans la construction d'une cité dédiée au tourisme médical dans la ville de Badr City. La cité médicale qui sera la plus grande du genre au Moyen-Orient et en Afrique abritera notamment treize centres de soins spécialisés ayant une capacité totale de deux mille lits, un hôpital universitaire, un hélicoptère médical, des espaces verts et une ferme réservée à la culture des plantes médicinales. Elle proposera une large gamme de soins ciblant, entre autres, les personnes âgées et les handicapés. La construction de cette cité, qui s'étalera sur une superficie d'environ quarante-cinq hectares, devrait être achevée d'ici à cinq ans.

## GAMBIE

Les autorités gambiennes ont saisi, le 13 juin, des biens de l'ex-président, Yahya Jammeh, sur recommandation d'une commission d'enquête spéciale. En mars dernier, la justice gambienne a estimé la valeur de ces biens gelés à quatre cents millions de dollars. Il s'agirait notamment d'un parc de voitures de luxe, de cent trente et une propriétés immobilières et de quatre-vingt-huit comptes bancaires en Gambie et à l'étranger. Yahya Jammeh est arrivé au pouvoir le 22 juillet 1994 à l'issue d'un coup d'Etat. Il a été contraint de quitter le pouvoir en janvier 2017, suite à sa défaite lors de la présidentielle de décembre 2016.

Josiane Mambou Loukoula

## BÉNIN

## Des médiateurs tentent de pacifier le climat

Après quatre jours de vives tensions entre l'armée et les manifestants à Tchaourou, dans le centre du pays, trois médiateurs sont à pied d'œuvre, depuis le 15 juin, pour ouvrir la voie du dialogue.



Thomas Boni Yayi dans le district de Cadjehoun à Cotonou le 19 avril 2019.

Tchaourou, ville d'origine de l'ancien président Bony Yayi, a été le théâtre d'affrontements ces derniers jours. À l'origine de ces débordements, l'arrestation d'une personne accusée de violences lors des législatives contestées du 28 avril dernier.

Des photos et des vidéos de manifestants blessés ainsi que des soldats circulaient sur les réseaux sociaux, faisant état de très fortes altercations sur la route principale, bloquée par les manifestants. Ils « réclament la levée des barrages autour du domicile de Boni Yayi et la libération de leurs frères avant de libérer la route (...) bloquée à hauteur de Tchaourou », a expliqué un proche de l'ancien président, dont le domicile à Cotonou est toujours cerné par les forces de l'ordre.

Le pays est en proie à une crise politique depuis les élections législatives, auxquelles l'opposition n'avait pas été autorisée à présenter de candidats pour des raisons administratives.

L'ancien président avait appelé la population à se soulever en signe de protestation et appelé le chef de l'Etat, Patrice Talon, à annuler le processus électoral. Les 1er et 2 mai, des centaines de personnes s'étaient rassemblées autour du domicile de Boni Yayi à Cotonou, craignant qu'il ne soit arrêté.

La répression des manifestations par l'armée a déjà fait au moins quatre morts par balles, selon Amnesty international, et de nombreux blessés à travers le pays. Des ONG de défense des droits humains ont dénoncé le tournant autoritaire du président Patrice Talon, élu en avril 2016, dans un pays qui a longtemps été considéré comme un modèle de démocratie en Afrique de l'ouest.

## Une médiation sous de bons auspices

« C'est une mission pour aider à faire revenir le calme, la paix », a indiqué Ishola Bio, l'un des médiateurs envoyés

sur place après un échange avec tous les protagonistes de la crise, du commandant chargé des opérations de commandement à Tchaourou, aux jeunes et chasseurs, en passant par le roi et les dignitaires. « Les revendications étaient, d'ailleurs, au départ, qu'on relâche ceux qui ont été arrêtés. Et après, que le dispositif qui est installé au domicile de l'ancien président Boni Yayi soit levé. De part et d'autre, des engagements ont été pris », a-t-il relevé. « Le représentant des chasseurs a promis que cela va se calmer, que de leur côté la paix revienne et ils vont essayer de dire aux chasseurs et à leurs collègues de laisser tomber les armes, et tout... d'explorer la voie politique pour régler les problèmes », a-t-il poursuivi.

Les médiateurs appellent la population, contrainte de fuir les violences, à réintégrer leur maison. « Les militaires sont dans leur QG. On ne les voit plus. Lorsqu'on est arrivé, hier, ils étaient partout dans la ville. Donc le calme revient et apparemment, ça va. On espère que ça va durer. A un moment donné, la population est partie se terrer dans les champs, en brousse, parce que c'était la panique générale avec l'opération militaire. La population est partie et maintenant, on essaie de la faire revenir... Il n'y a plus d'hostilités. C'est maintenant que la population essaie de réintégrer la ville et revenir dans les maisons », ont-ils appelé.

Pour rappel, les violences de ces derniers jours ont également frappé la ville de Savé, à une centaine de kilomètres de Tchaourou. D'après le maire, au moins deux personnes ont été tuées. Les autorités, elles, ne confirment pas ce bilan mais font état d'une cinquantaine de blessés chez les forces de défense et de sécurité, dont dix graves.

Josiane Mambou Loukoula

## ANGOLA

## Un nouveau financement du FMI

L'institution financière vient d'accorder au pays 248,15 millions de dollars américains au titre d'une Facilité élargie de crédit (FEC).

Le financement vise à appuyer le plan de réformes initié par le gouvernement du président Joao Lourenço pour apporter « un nouveau souffle » à l'économie angolaise. Il s'agit ainsi de poursuivre sa stratégie d'assainissement du secteur bancaire, de réduction des risques budgétaires et de mobilisation des recettes hors pétrole. L'objectif étant de réduire la dépendance de l'économie face au pétrole. « Les autorités angolaises ont fait preuve d'un engagement ferme à l'égard des politiques menées dans le cadre du programme soutenu par le Fonds », a déclaré le premier directeur général adjoint du Fonds monétaire

international (FMI), David Lipton. « Toutefois, l'affaiblissement de l'environnement extérieur, notamment la volatilité accrue des cours internationaux du pétrole brut, pose des défis à leurs efforts de réformes », a-t-il précisé.

L'Angola essaye d'attirer des investissements étrangers pour financer ses projets de développement tout en réduisant sa dette. Il avait obtenu, en 2018, un prêt de 3,7 milliards de dollars auprès du FMI. Le nouveau financement portera à 1,24 milliard de dollars l'ensemble des décaissements effectués au titre de la FEC.

Noël Ndong

## RÉGION AFRICAINE

## L'OMS salue l'amélioration de l'espérance de vie

L'espérance de vie à la naissance et l'espérance de vie en bonne santé se sont améliorées, passant respectivement de 58 ans à 61 ans et de 50 ans à 54 ans, selon la directrice régionale de l'agence onusienne pour l'Afrique.

Le Dr Matshidiso Moeti s'exprimait, le 14 juin à Brazzaville, lors de la septième rencontre annuelle entre la direction régionale de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique et le corps diplomatique accrédité auprès de la République du Congo.

Le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, a-t-elle fait savoir, est tombé de cent quatorze décès pour mille naissances vivantes à soixante-quatorze décès pour mille naissances vivantes. De même, le taux de mortalité des nouveau-nés a chuté de trente-quatre décès pour mille naissances vivantes à vingt-sept décès pour mille naissance vivantes.

Dans la région africaine, la direction régionale de l'OMS a ajouté que le taux est passé de sept cent douze à cinq cent quarante-deux décès de mères pour mille naissance vivantes pendant l'accouchement. « Nous continuons à enregistrer un allègement progressif du fardeau des maladies transmissibles. Nous sommes très préoccupés par le problème du paludisme. Depuis 2017, nous assistons à une augmentation du nombre de nouveaux cas dans les pays dont le Congo. On assiste à l'augmentation de l'incidence des maladies non transmissibles », a indiqué le Dr Matshidiso Moeti.

Ainsi donc, le bureau de l'OMS-



Une session de travail au bureau régional de l'OMS Afrique/Adiac

Afrique appelle les pays à renforcer la performance des systèmes de santé, les infrastructures sanitaires, les ressources humaines, matérielles et financières pour atteindre la couverture universelle en santé.

La directrice de l'OMS-Afrique a également fait part de l'accord de coopération signé le 5 mars dernier, entre le gouvernement du Congo et le bureau régional de cette agence, pour redynamiser la coopération entre les deux parties.

Par ailleurs, face à la persistance du virus Ebola en République dé-

mocratique du Congo (RDC), le bureau de l'OMS-Afrique exhorte les pays frontaliers à renforcer le système d'alerte et à appliquer les dispositions pertinentes du règlement sanitaire international.

#### dies n'ont que faire des frontières»

Pour sa part, la doyenne du corps diplomatique au Congo, Marie-Charlotte Fayanga, a salué les réformes apportées à l'OMS qui focalisera ses efforts sur l'appui aux pays et a encouragé la coopération sud-sud à accroître les efforts de solidarité entre les pays dans le

domaine de l'assistance et pour la lutte contre Ebola.

« Alors que la communauté internationale se mobilise àprement pour venir à bout de cette maladie, d'autres pathologies qu'on considérait déjà éradiquées telles que la lèpre, la rage, la poliomyélite refont surface dans certaines contrées de nos pays. Nous espérons que la coopération avec les partenaires et principalement l'OMS, pourra apporter un appui à la couverture sanitaire pour les enrayer », a souhaité Marie-Charlotte Fayanga, ambassadeur ex-

traordinaire et plénipotentiaire de la République centrafricaine (RCA) auprès de la République du Congo. Le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean Claude Gakosso, a profité de l'occasion pour saluer la distinction honorifique de la première dame du Congo, Antoinette Sassou N'Guesso, lors de la soixante-douzième assemblée mondiale de la santé. Il s'est réjoui, en outre, du soutien de l'OMS Afrique à la définition du mode de financement de l'assurance maladie.

Le patron de la diplomatie congolaise a rappelé que dans la région africaine, le tableau sanitaire n'est pas reluisant, en référence à l'épidémie de chikungunya dans la partie sud du Congo, à l'agressivité du paludisme, à la résurgence de la poliomyélite en Centrafrique et à la persistance d'Ebola en RDC.

« Pour y parvenir, nous devons veiller à ce que la paix règne partout sur le continent, que cessent les exactions des groupes armés sur la population civile et le personnel médical en RCA et en RDC, ce qui rend encore difficile la riposte sanitaire. Tous, sans exception, nous devons être conscients de ce que les maladies n'ont que faire de nos frontières », a déclaré le ministre Jean Claude Gakosso.

Fortuné Ibara

## AFRIQUE

## La Zone de libre-échange continentale au cœur des délibérations à Nairobi

La quinzième réunion de la plate-forme de partenariat du Programme détaillé de développement de l'agriculture en Afrique (PDDAA) s'est tenue, le 11 juin, dans la capitale du Kenya.

Organisée par la Commission de l'Union africaine (UA) et l'Agence de développement de l'Union africaine-Nepad, la réunion de cette année avait pour thème « Améliorer le commerce et l'accès aux marchés pour accélérer la transformation agricole », qui découle de la reconnaissance du rôle que peut (et devrait) jouer le commerce intra africain dans la croissance économique ; mais aussi des défis importants impliqués.

S'adressant aux parlementaires, aux représentants du gouvernement kényan, aux institutions de l'UA et aux représentants des principales parties prenantes du PDDAA, le Vice-président de la République du Kenya, le Dr William Ruto, a déclaré qu'« il est difficile de se faire une vision définitive de la prospérité sans un rôle pour le commerce. Mais pour que le marché puisse se lancer efficacement, une infrastructure qui améliore la connectivité et l'accès est nécessaire ».

Il a également souligné l'importance du libre-échange pour accroître la disponibilité des terres cultivables.

« Le libre-échange garantit que chaque producteur soit connecté au marché grâce à des systèmes

efficaces et compense les déséquilibres de prix qui augmentent les marges bénéficiaires. Le libre-échange crée une demande pour des technologies efficaces, inspirant l'innovation. Dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), davantage de terres seront disponibles pour la culture avec une meilleure technologie, plus de nourriture et de meilleure qualité seront disponibles sur toutes les tables », a-t-il déclaré.

La conférence a eu pour but d'examiner les progrès et de partager les expériences de mise en œuvre du PDDAA depuis sa dernière réunion tenue à Libreville, au Gabon, en avril 2018. Elle visait également à dresser un bilan des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs de Malabo et à encourager le dialogue ainsi que les actions (collectivement ou individuellement par les organisations/pays) et à encourager l'apprentissage entre pairs pour accélérer les progrès. « Nous devons tous travailler main dans la main pour nous mettre d'accord sur la feuille de route et les principales mesures politiques qui permettront au secteur agricole

de tirer pleinement parti du marché unique africain de 1,3 milliard de personnes et d'un PIB cumulé supérieur à 3,4 trillions de dollars. Nous pouvons transformer l'agriculture d'ici à 2025. Alors que nous continuons à célébrer le lancement récent de la Zlecaf, nous devons non seulement débattre mais aussi prendre des mesures pour attirer des fonds des secteurs public et privé afin de renforcer le commerce intra-africain et catalyser la transformation agricole en Afrique », a déclaré Josepha Sacko, Commissaire de l'UA pour l'économie rurale et l'agriculture.

La PP du PDDAA reste une plateforme agricole continentale pour le dialogue politique, le partage des enseignements à tirer et la responsabilisation entre les parties prenantes du PDDAA afin de faire progresser ce programme. La réunion s'est appuyée sur les leçons tirées ainsi que les défis des éditions précédentes, et a permis de rationaliser davantage l'ancrage de cette plate-forme de mobilisation et d'engagement multipartite tout en renforçant le partenariat entre les mandataires afin d'accélérer la mise en œuvre du PDDAA.

#### Soixante-trois milliards de dollars dépensés dans les importations des produits alimentaires

En 2015, les pays africains ont dépensé environ soixante-trois milliards de dollars pour les importations alimentaires, en grande partie en provenance de l'extérieur du continent. Les travaux de modélisation de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) prévoient que le commerce intra-africain des produits agricoles passera de 20 à 30 % en 2040 avec la mise en place de l'accord de la Zlecaf, ce qui générera des recettes publiques, augmentera les revenus des agriculteurs et permettra d'accroître la capacité des agriculteurs et des pays à investir dans la modernisation du secteur par la transformation et la mécanisation.

Au nom du secrétaire exécutif de l'AUDA-Nepad, le Dr Ibrahim Mayaki, le Dr Hamady Diop, chef du programme AUDA-Nepad (Gouvernance des ressources naturelles, sécurité alimentaire et nutrition) a évoqué les obstacles à surmonter afin de « stimuler le commerce intra-africain, notamment la nécessité pour

les pays de faire preuve d'un meilleur leadership lorsqu'ils s'engagent avec des partenaires de développement, la mentalité de silo dans la mise en œuvre des programmes agricoles aux niveaux régional et national et le manque continu de vision similaire entre le secteur public et privé dans le programme de transformation agricole ».

« L'Afrique a dû faire face à une facture d'importation de produits alimentaires et agricoles de trente-cinq milliards de dollars par an en moyenne et qui augmente plus vite que le commerce intra-africain », a-t-il ajouté.

Parmi ces importations en forte croissance, il convient, a-t-il expliqué, de prendre en compte les produits transformés et les aliments à valeur ajoutée. Ce qui, selon lui, souligne la nécessité d'accélérer le développement de l'industrie agro-alimentaire dans le cadre d'une approche de la transformation agricole fondée sur la chaîne de valeur et, par conséquent, « de renforcer les liens entre les politiques et les stratégies de développement agricole, commercial et industriel ».

Yvette Reine Nzaba



## INTERVIEW

## Ingrid Olga Ghislaine Ebouka Babackas : « L'Afrique centrale doit être unie pour réussir son intégration »

Participante aux cinquante-quatrième Assemblées annuelles de la Banque africaine de développement (BAD) à Malabo, en qualité de gouverneur pour la République du Congo, la ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka Babackas, a exprimé, dans une interview exclusive, l'engagement politique des dirigeants de la sous-région à œuvrer en synergie pour que l'Afrique centrale soit au rendez-vous de l'intégration continentale. Pour ce faire, elle appelle à l'unité de tous les pays.

**Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) :**  
**L'Afrique centrale est-elle prête à prendre le train de l'intégration de l'Afrique tout entière ?**

**Ingrid Olga Ghislaine Ebouka Babackas (I.O.G.E.B.) :** Bien entendu ! Nous avons une banque forte et nous voulons lui donner encore plus de moyens, parce que nous voulons confirmer que c'est à travers l'intégration régionale de notre continent que nous allons faire ce saut qualitatif en termes de développement de nos Etats. Il est essentiel que nous soyons unis, que nous ayons des infrastructures de connectivité, à savoir les routes, des ponts, des aéroports et des voies navigables qui permettent la libre circulation des personnes, des services et des marchandises. C'est dire donc que l'Afrique centrale est prête pour faire ce grand bond.

**L.D.B. :** Pourquoi les choses traînent dans la sous-région d'Afrique centrale alors que la volonté politique y est ?

**I.O.G.E.B. :** Certes que la volonté politique y est, mais il faut, par ailleurs, savoir que dans toutes choses, il faut parfois prendre du temps pour parvenir à la ligne d'arrivée sans aucun regret. Nous y travaillons tous les jours à tra-

vers la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac) et la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC). Ceci dit, nous confirmons chaque jour notre volonté, surtout celle de nos chefs d'Etat, pour construire une sous-région forte parce que les infrastructures seront au rendez-vous, car la volonté politique y est depuis fort longtemps.

**L.D.B. :** A l'instar des autres sous-régions, notamment l'Afrique de l'ouest, y a-t-il une stratégie commune au niveau de la Cémac pour concrétiser cette volonté politique ?

**I.O.G.E.B. :** Effectivement, nous disposons d'une stratégie commune, plus encore un programme économique régional qui est mis en œuvre au niveau de la Cémac. Au niveau de la CEEAC, nous avons la traduction des projets du Nepad qui se font et nous travaillons à cela. En venant aux Assemblées annuelles de la BAD, notre objectif est de rappeler et d'insister à ce que les financements de cette institution s'orientent vers notre sous-région et je puis vous dire qu'à ce propos, nous obtenons des résultats satisfaisants.

*Propos suscités par Guy-Gervais Kitina*



*Ingrid Olga Ghislaine Ebouka Babackas, ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale. Guy-Gervais Kitina (Adiac)*

## Le comité de pilotage examine le rapport des procédures de passage portuaire

Le comité de pilotage du plan d'action de facilitation et de simplification du passage portuaire s'est réuni le 13 juin à Pointe-Noire sous la présidence de Séraphin Bhalat, président dudit comité qui avait à ses côtés Guenolé Mbongo Koumou, directeur général des douanes et droits indirects et Colette Gandou Ilolongo, directrice générale de la marine marchande.

Au cours de cette réunion, les membres du comité de pilotage ont examiné le rapport diagnostic des procédures des passages portuaires au Port autonome de Pointe-Noire. Ainsi, ils ont fait le point sur la mise en œuvre des projets à savoir : le projet 1 : construction du point de contrôle unique, procédure de contrôle, harmonisation des horaires de travail. Le projet 2 : Manuel des procédures, guide de procédures dématérialisation, termes de références pour le règlement d'exploitation. Le projet 3 : douane : Gestion des entrepôts (magasin central et MAD), alimentation électrique des services de douanes, crédit d'enlèvement, formalités de sortie (fonctionnement du point unique de contrôle), développement des corridors (PNR/BZV/KIN-PNR/BANGUI/PNR/CABINDA, BL direct sur le trafic routier (véhicules), Formalités de transit /Export, Mise en œuvre du statut d'opérateur économique privilégié, présentation du système e-douane et du système de tracking. Le Projet 4 : Interconnexion : Point sur les transferts électroniques de manifeste, projection et analyse de risque, point sur le transfert des listes de chargement, point sur les évolutions des systèmes : système sydonia, système portuaire, système Guot administratif, BESC, Oscar. Projet 5 : Projet de



décret/reconfiguration du comité de pilotage/ Présentation du projet de décret (PAPN), Point sur le cadrage réglementaire de l'obligation de pesée des conteneurs (DIGEMAR) à l'export, Point sur l'organisation de la communauté portuaire (PAPN).

Cette réunion a permis aussi d'examiner le plan d'action 2019-2020 qui prend en compte les recommandations de l'étude sur la compétitivité portuaire et son financement.

Toutes ces actions visent la compétitivité du port de Pointe-Noire, épine dorsale de l'activité économique nationale et compte tenu de la position géographique du Congo, pays de transit, cet enjeu de compétitivité devient sous régional a dit Séra-

phin Bhalat « Ainsi, l'autorité portuaire sous notre impulsion et avec l'aide des partenaires au développement et au partenariat public-privé a mis en place le plan d'urgence visant la modernisation des infrastructures portuaires avec, à la clé, l'amélioration de la capacité d'accueil des navires » et d'ajouter « Pour atteindre les objectifs assignés, le port est en chantier avec notamment les travaux de modernisation du quai D, les travaux du quai de batelage et le quai multifonction dont le terme est prévu pour le mois de juillet. L'autre défi qui devient impérieux concerne l'organisation du passage portuaire dont les dysfonctionnements encore visibles impactent les coûts et délais, notamment en absorbant tous les gains réalisés au niveau des quais. Les actions engagées en vue de la simplification

et la facilitation du passage portuaire concernent : l'interconnexion de systèmes d'information, la mise en service d'un point de contrôle unique des marchandises, la dématérialisation de la procédure de transbordement maritime, la mise en place du connaissance direct, le traitement du Co chargement, l'établissement de la feuille de route pour le développement des corridors, l'élaboration de la cartographie des procédures de passage portuaire, l'élaboration du manuel des procédures transverses, la mise en vigueur du manifeste électronique, la création du statut d'opérateur économique privilégié... »

Avec la mise en vigueur de la Zone de libre Echange continentale africaine, (ZLEC) qui implique la libre circulation des biens, le port de Pointe-Noire se doit d'être à la hauteur de ce défi « Les actions tous azimuts ont déjà un impact positif sur le passage portuaire car le temps de livraison des marchandises qui mesure le délai de sortie physique de la marchandise est passé de 72 heures environ au 31 décembre 2017 soit 3 jours à 0,95 jours soit 22 heures au 31 décembre 2018. Quant au délai moyen de sortie d'un conteneur, il est passé de 26 jours au 31 décembre 2015, à 12 jours au 31 décembre 2018. La réduction des délais et la suppression des contrôles intempestifs le long de la sortie physique de la marchandise ont permis d'éliminer les coûts induits », a conclu le directeur général du Port autonome de Pointe-Noire.

## LUTTE CONTRE LE TERRORISME

## Florence Parly souligne la nécessité de soutenir l'effort de la France au Sahel

La ministre française des Armées a fait le point, le 13 juin, sur l'état de la menace terroriste et tracé « quelques pistes » pour l'avenir de l'action des forces françaises ainsi que des initiatives de son département ministériel.

Parlant de la lutte contre le terrorisme lié aux organisations djihadistes, Florence Parly est convaincue qu'elle va encore durer. « En réalité le conflit d'une génération. Tous les facteurs sont là pour le confirmer », a-t-elle déclaré. Au moins pour deux raisons : les crises « profondes » de gouvernance ayant permis à des organisations de prospérer n'ont pas été réglées. De plus les organisations jihadistes inscrivent leur action dans le temps long.

La ministre s'explique : « L'ennemi est là pour durer, car il se pense dans la durée. [...] Il joue le temps long. Il mise sur la jeunesse (...) Tout est pensé pour fabriquer en secret la prochaine génération de tueurs ». Ce qui appelle à des défis à la fois stratégique, politique, diplomatique, juridique, économique, financier et matériel. Sur le dernier défi, Florence Parly souligne la nécessité d'adapter des cycles d'innovation propres « pour développer des moyens de détection, de protection, de destruction parfois, aussi, (face à un ennemi) versatile (qui) a su bricoler de sérieuses menaces, comme des drones commerciaux lestés de grenades, toutes sortes d'explosifs improvisés cachés dans des vélos, des motos, des ânes et même des vaches ».

## «Le terrorisme n'est pas une menace pour la France seule»

Toutefois, elle invite à « l'économie de moyens » qu'il faille apprendre à gérer. Au-delà de l'engagement de la France contre les groupes terroristes, Florence Parly plaide pour une implication plus grande des pays membres de l'Union européenne (UE). « Nous aurions tort de croire que le terrorisme est une menace pour la France seule : nos partenaires ont tous été touchés, et c'est ensemble que nous devons réagir. Et pour ceux qui n'ont pas été frappés directement, il y a le devoir de solidarité », a-t-elle dit.

A titre de rappel, l'activation de la clause de solidarité de l'UE, l'article 42.7 [du traité de l'UE], a été en réponse aux attentats du 13 novembre [2015], a précisé la ministre des Armées.

Vingt trois armées européennes sont présentes au Sahel. Sans oublier les dépenses de l'UE pour des missions de formation (EUTM Mali), son soutien financier aux pays vulnérables, dans des actions visant à renforcer la cohésion des pays en crise et lutter contre l'extrémisme violent. Mais « c'est aussi un acteur majeur de l'aide au développement », a-t-elle relevé, invitant l'Europe à « intégrer dans son logiciel l'action contre le terrorisme ». Car si le Sahel n'est pas stabilisé, l'UE aura « durablement sur sa tête non pas une, mais deux épées de Damoclès : celle du terrorisme et des prises d'otages, et celle des migrations illégales, dont beaucoup transitent par ces territoires ».

Pour Florence Parly, il faut accompagner les forces armées sahéliennes après les avoir formées, « y compris lorsqu'elles vont au combat, et pas seulement dans les états-majors ». Elle propose de faire appel aux forces spéciales des pays européens dans le cadre de l'initiative européenne d'intervention, en lien avec les autorités maliennes.

Lancée en juin 2018 par onze pays (France, Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, Pays-Bas, Portugal et Royaume-Uni), cette initiative européenne vise à favoriser l'émergence d'une culture stratégique européenne commune et à créer les conditions préalables pour de futurs engagements coordonnés et préparés conjointement sur tout le spectre de crise.

Noël Ndong

## INDUSTRIE TOURISTIQUE

## L'immense potentiel africain plombé par le terrorisme

Le continent est devenu un terreau fertile pour le terrorisme. Une grande partie de pays a été victime d'attaques ces dernières années. Au même moment, l'Afrique a enregistré des investissements records dans le secteur touristique mais le climat sécuritaire hypothèque l'avenir d'un secteur en plein essor.

Malgré une part marginale dans le tourisme mondial, l'Afrique attire de plus en plus de visiteurs. Ils étaient soixante-sept millions en 2018. C'est la deuxième région du monde où le nombre de touristes a le plus augmenté, après l'Asie. Les destinations les plus en vue sont le Maroc, l'Égypte ou l'Afrique du Sud, mais les pays comme le Rwanda, le Bénin ou la Tanzanie développent de véritables politiques touristiques. La contribution du tourisme au produit intérieur brut (PIB) du continent devrait passer de 108,0 milliards (7,1% du PIB) en 2016, à 178,5 milliards de dollars en 2027 (soit 7,3% du PIB), d'après le conseil mondial des voyages et du tourisme. L'insécurité a pris le pas sur le déficit infrastructurel du continent.

Le secteur touristique a parfois été la cible principale d'attaques terroristes. Ce qui a fait chuter les arrivées de touristes étrangers. Le Maghreb sera la région la plus touchée en 2015. Une attaque terroriste fait perdre entre 0,5% et 0,8% de croissance à un pays, d'après l'agence de notation Moody's. En Afrique de l'est, c'est le secteur touristique kényan qui en souffert le plus ces dernières années. Entre 2011 et 2017, le pays a connu en moyenne soixante attaques, menées chaque année par différents groupes. Ce qui a eu un im-

pact énorme sur la fréquentation touristique. Le secteur représente plus de 9% du PIB du Kenya. En Afrique centrale, c'est le nord du Cameroun qui va subir les incursions du groupe Boko-Haram depuis 2013, une région très touristique, plombant les performances et les perspectives du secteur touristique du pays.

Le taux d'occupation de certains hôtels au Cameroun serait passé de 90% à 30% en 2014 suite aux attaques de Boko-Haram, d'après le gouvernement camerounais. La région ouest-africaine a également vu son secteur touristique touché par les attaques terroristes, notamment au Nigeria, Mali, Burkina-Faso ou en Côte d'Ivoire. En 2015, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uémoa) indiquait que l'activité touristique dans la région avait chuté de 6% par rapport à 2014. Un recul du flux touristique lié au contexte sécuritaire après les différentes attaques terroristes, faisant chuter les recettes touristiques de 3%. Cette vague terroriste s'est propagée jusqu'aux pays du golfe de Guinée, précisément le Bénin où deux touristes français étaient enlevés, catégorisant en « zone rouge », le parc de la Pendjari, joyau de l'industrie touristique du pays.

**Des réponses inadaptées**  
Certains pays ont renforcé

leurs systèmes sécuritaires liés aux sites touristiques à coup de campagnes publicitaires. En Afrique de l'ouest, la résurgence des attaques terroristes a entraîné la création du groupe G5 Sahel, dont la stratégie est à la fois sécuritaire, économique et sociale. D'autres pays moins touchés par le fléau ont mis en place des stratégies préventives, le long de leurs frontières avec des Etats durement touchés. C'est le cas de la Côte d'Ivoire, du Bénin et du Ghana. Le renforcement de la sécurité, la construction des infrastructures et les campagnes de promotion publicitaires, eux seuls, ont été inefficaces pour réduire l'impact des attaques terroristes sur le tourisme africain. Des observateurs pensent que la forte dépendance du tourisme africain par rapport aux visiteurs étrangers expose ce secteur à plusieurs risques. C'est pourquoi l'Uémoa veut miser sur la promotion du tourisme au sein de son « marché intérieur », pour permettre aux huit pays de la région de profiter d'un marché potentiel de plus de quatre-vingt-dix millions d'habitants. Avec le processus d'intégration en cours, à travers notamment la création d'un marché unique du transport aérien, les Africains pourraient devenir les principaux moteurs de l'industrie touristique de leur continent.

N.Nd.

## NÉCROLOGIE

Jean-Bruno Ndokagna, agent des Dépêches de Brazzaville, les familles Obembo, Alokoboumbou, Kiba, Ndokayo ont la profonde douleur de vous annoncer le décès de leur frère, père et oncle, Ebandza Oboba (A-Coton), le 13 juin 2019, à Owando, dans la Cuvette. La veillée mortuaire se tient à Owando (Indanga). La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



## REMERCIEMENTS

Très touchées par les nombreuses marques de sympathie et d'affection qui leur ont été témoignées lors du décès de la veuve Oloumba née Hélène Boribongo, survenu le 29 mai 2019 à Ankara, en Turquie, dans sa 73<sup>e</sup> année, les familles Oloumba, Etokabeka, Owamba, Daniel Ewokoli, Camille Bongou, Georges Mabona, Indoti et Mélanie Edzoko remercient sincèrement toutes les personnes qui, par leur présence, se sont associées à leur peine. « À Dieu nous sommes, à Lui nous retournons. Puisse le Tout-Puissant recevoir en Sa Sainte Miséricorde l'âme de la défunte ».



# EGYPTE 2019

## Difficile à jauger, l'Ouganda veut créer la surprise (groupe A)

Pour la septième participation de son histoire, la deuxième consécutive, l'Ouganda débarque en Egypte sans que l'on sache réellement quoi en attendre. Arrivée en tête d'un groupe L relativement abordable, l'équipe entraînée par Sébastien Desabre n'a pas démerité, mais a subi une grande mutation.

En effet, seuls onze joueurs ayant disputé la CAN 2017 seront présents au pays des Pharaons. Et parmi les partants, le trio Massa-Sserunkuma-Maweje qui pesait, jusqu'à sa retraite internationale en 2017, la bagatelle de deux cent huit sélections et quarante-quatre buts (dont vingt-deux pour Massa, dont se souviennent les supporters des Diables rouges).

Le technicien français peut toutefois compter sur le co-meilleur buteur de l'histoire de Cranes, Farouk Miya (vingt-deux buts en cinquante-neuf sélections), sur son capitaine et gardien, Denis Onyango, le défenseur du TP Mazembe, Joseph Ochaya, ou l'attaquant du SC Simba, Emmanuel Okwi (vingt et un buts en sélections).

Mais au sein d'un effectif éclectique, qui rassemble des éléments de quatre continents (Afrique, Asie, Europe et Amérique du Nord), l'ancien entraîneur de Boukama Kaya (au Recreativo Libolo) a été contraint de ratisser large et d'appeler des éléments sans club, dont le vétéran et recordman de sélections (cent une), Godfrey Walusimbi.

Bien malin, donc, qui pourra jauger les Grues (Cranes) ougandaises, placées dans un groupe compliqué avec l'Egypte, la République démocratique du Congo (RDC) et le Zimbabwe. Leur jeu collectif, parfois rugueux, fondé sur l'explosivité et la mobilité, a de quoi gêner les Pharaons (20 juin), voir les Congolais (22 juin), et promet des duels musclés face aux Warriors (26 juin).

En attendant, les Cranes ont débuté la préparation courant mai, avec les locaux, puis avec les expatriés, aux Emirats arabes unis. Après un premier nul face au Turkménistan (0-0), le 9 juin, ils ont battu la Côte d'Ivoire, le 15 juin.

### Les vingt-trois Grues d'Ouganda

**Gardiens :** Denis Onyango (Mamelodi Sundowns/Afrique du Sud), Jamal Salim Magoola (Al Hilal/Soudan), Robert Odongkara (Adama City FC/Ethiopie)

**Défenseurs :** Bevis Mugabi (Yeovil Town/Angleterre/5e division), Nicholas Wadada (Azam FC/Tanzanie), Timothy Awanyi (KCCA FC), Hassan Wasswa Mawanda (Sans club), Ronald Mukii-bi (Ostersunds/Suède), Murushid Juuko (Simba/Tanzanie), Godfrey Walusimbi (Sans club), Isaac Muleme (FK Viktoria Zikv/République tchèque/2e division), Joseph Ochaya (TP Mazembe/RDC).

**Milieux :** Moses Waisswa et Tadeo Lwanga (Vipers SC), Khalid Aucho (Church Hill Brothers FC/Inde), Michael Azira (Montreal Impact/MLS), Farouk Miya (HNK Gorica FC/Croatie), William Kizito Luwagga (Shakhter Karagandy/Kazakhstan), Allan Kateregga (Maritzburg/Afrique du Sud), Emmanuel Okwi (Simba SC/Tanzanie).

**Attaquants :** Patrick Kaddu et Allan Kyambadde (KCCA FC/Ouganda), Derrick Nsibambi (Smouha/Egypte).

## Le Zimbabwe de Billiat veut jouer les trouble-fêtes (groupe A)

Comme l'Ouganda, le Zimbabwe ne fait pas office de favori de cette Coupe d'Afrique des nations (CAN) ni de son groupe. Mais, les Warriors, pour leur quatrième participation, voudront jouer les trouble-fêtes et ont des arguments offensifs pour le faire.

Sunday Marimo Chidzambwa, l'entraîneur des Warriors, qui a participé à la CAN 2004 comme joueur, s'appuie sur un noyau de neuf joueurs présents à la CAN 2017.

Comme c'est la tradition, le groupe se compose d'une majorité de joueurs évoluant sur le continent (seize). Et avec treize joueurs évoluant en Premier Soccer League, la sélection zimbabwéenne est une succursale du football sud-africain.

Le technicien zimbabwéen pourra miser sur le prolifique duo Musona-Billiat (vingt-deux et treize buts) et sur le prometteur Tino Kadewere, coéquipier de Fernand Mayembo au Havre.

Bourreaux des Diables rouges durant les éliminatoires, les Warriors retrouveront les Léopards de la République démocratique du Congo, deu-

xièmeS du groupe G, sur leur route lors de la 3e journée de la phase de groupes, le 30 juin. Auparavant, ils auront joué contre les Pharaons, le 21 juin, et un duel d'outsiders avec les Cranes d'Ouganda, le 26.

Après un nul face au Nigeria (0-0, le 8 juin à Asaba), les Warriors ont posé le pied en Egypte pour poursuivre la préparation. Ils ont livré un deuxième match, le dimanche, contre la Tanzanie (1-1, au Caire). Sans Billiat, souffrant du genou, mais chaudement espéré pour le match d'ouverture vendredi.

### Les vingt-trois Warriors du Zimbabwe

**Gardiens :** George Mangarayi Chigova (Polokwane City/Afrique du Sud), Edmore Sibanda (Witbank Spurs/Afrique du Sud), Elvis Chipezeze (Baroka/Afrique du Sud).

**Défenseurs :** Jimmy Dennis Dzingai (Power Dynamos/Zambie), Alex Takunda Mudimu (Cefn Druids/Pays de Galles), Teenage Lingani Hadebe (Kaizer Chiefs/Afrique du Sud), Divine Xolile Lungu (Lamontville Golden Arrows/Afrique du



Chez les Black stars, il y a du talent et beaucoup d'égo.../AFP

Sud), Ronald Tapiwa Pfumbidzai (Bloemfontein Celtic/Afrique du Sud), Tendai David Darikwa (Nottingham Forest/Angleterre/2e division)

**Milieux :** Danny Phiri (Lamontville Golden Arrows/Afrique du Sud), Marshall Nyasha Munetsi (Reims/France), Marvelous Nakamba (FC Bruges/Belgique), Tafadzwa Raphael Kutinyu (Azam/Tanzanie), Ovidy Obvious Karuru (Amazul/Afrique du Sud), Khama Billiat (Kaizer Chiefs/Afrique du Sud), Kudakwashe Mahachi (Orlando Pirates/Afrique du Sud), Talent Chawapiwa (Baroka/Afrique du Sud), Thabni Michael Kamusoko (Young Africans/Tanzanie).

**Attaquants :** Knowledge Musona (Anderlecht/Belgique), Evans Rusike (SuperSport United/Afrique du Sud), Tinotenda Philana Kadewere (Le Havre/France/2e division), Knox Mutizwa (Lamontville Golden Arrows/Afrique du Sud), Nyasha Liberty Mushekwi (Dalian Yifang/Chine)

## La liste des Zébus de Madagascar enfin connue (groupe B)

Alors que les instances malgaches faisaient durer le suspense, la Confédération africaine de football a publié, dimanche soir, la liste des vingt-trois joueurs retenus. Et c'est le Grenoblois Fabien Boyer (un match de Ligue 2) qui sort du groupe. Pour sa première participation à une Coupe d'Afrique des nations, la sélection malgache ne fait pas vraiment tout pour se mettre en confiance. Comme en témoignent les résultats des matchs de préparation (3-3 contre le Luxembourg, 0-1 face au Kenya, puis 1-3 contre la Mauritanie, le 14 juin).

Pourtant, le sélectionneur français, Nicolas Dupuis, peut compter sur tous les « tauliers » du foot malgache : le Lyonnais Morel, l'ancien Messin Métanire, le quadruple champion de Bulgarie Andrianantenaina, le Parisien Nomenjanahary et le buteur Voavy.

Reste à savoir si cela sera suffisant pour sortir d'un groupe composé de la Guinée (match le 22 juin), du Burundi (27 juin) et du Nigeria (30 juin). Après leur belle qualification, comme deuxième du groupe A derrière le Sénégal, les Barea seront attendus.

### Les vingt-trois Barea de Madagascar

**Gardiens :** Ibrahima Dabo (FC Gobelins/France/5e division), Jean Dieu Donne Randrianasolo (CNaPS Sport) Melvin Andrien (FC Martigny/France/4e division)

**Défenseurs :** Pascal Razakanantenaina et Mamy Nirina Gervais Randrianarisoa (Saint-Pierroise/La Réunion), Dimitry Caloin (Les Herbiers VF/France/5e division), Jeremy Morel (Lyon/France), Toaviina Hasitiana Rambelason (Arras/France/4e division), Romain Métanire (Minnesota United/MLS), Thomas Fontaine (Reims/France), Jérôme Mombris (Grenoble/France/2e division).

**Milieux :** Marco Ilaimaharitra (Charleroi/Belgique) Anicet Andrianantenaina (Ludogorets/Bulgarie) Ibrahim Samuel Amada (MC Alger/Algérie), Jean Rakotoarisoa (Fosa Juniors), Lailaina Nomenjanahary (Paris FC/France/2e division) Rayan Ny Aina Arnaldo Raveloson (Troyes/France/2e division) Andriamirardo Aro Hasina Andrianarimanana (Kaizer Chiefs/Afrique du Sud).

(24 juin), le Maroc (28 juin), et la Namibie (1er juillet).

Pour se préparer, les Ivoiriens ont effectué un stage en France, avec un amical remporté face aux Comores (3-1) avant de mettre le cap sur Abu Dhabi. Battus samedi par l'Ouganda (0-1), ils termineront par une ultime partie contre la Zambie, le 19 juin.

### Les vingt-trois Eléphants de Côte d'Ivoire

**Gardiens :** Sylvain Gbohouo (TP Mazembe/RDCongo), Ali Badra (Free State Stars/Afrique du Sud), Tapé Ira (FC San Pedro).

**Défenseurs :** Serge Aurier (Tottenham/Angleterre), Wilfried Kanon (ADO La Haye/Pays-Bas), Wonlo Coulibaly (Asec Mimosas), Ismaël Traoré (Angers/France), Mamadou Bagayoko (Red Star/France/2e division), Cheikh Comara (WAC Casablanca/Maroc), Souleyman Doumbia (Rennes/France).

**Milieux :** Jean-Philippe Gbamin (Mayence/Allemagne), Geoffrey Serey Dié (Neuchâtel Xamax/Suisse), Jean-Michaël Seri (Fulham/Angleterre), Victorien Angban (Metz/France), Franck Kessié (Milan AC/Italie), Ibrahim Sangaré (Toulouse/France)

**Attaquants :** Max-Alain Gradel (Toulouse/France), Nicolas Pépé (Lille/France), Wilfried Zaha (Crystal Palace/Angleterre), Jonathan Kodjia (Aston Villa/Angleterre/2e division), Roger Assalé (Young Boys Berne/Suisse), Maxwel Cornet (Lyon/France), Wilfried Bony (Al Arabi/Qatar).

### Les Black stars avec Asamoah Gyan

#### (groupe F)

En quête d'un cinquième titre depuis trente-sept ans, le Ghana pourra compter sur toutes ses stars, parfois vieillissantes, lors de cette édition égyptienne. Mais son sélectionneur devra gérer les égo. Souvent favori, mais jamais gagnant depuis 1982, le Ghana viendra en Egypte pour remporter une cinquième étoile et égaler son principal rival du groupe F, le Cameroun.

Pour ce faire, James Kwesi Appiah pourra compter sur l'ensemble de ses « stars » : les frères Ayew, auxquels on prête des envies de leadership sans partage, le rugueux John Boye, le gaucher Kwadwo Asamoah et le légendaire Baby Jet Asamoah Gyan, capitaine, meilleur buteur et joueur le plus capé.

Ce dernier, qui n'a plus marqué en sélection depuis 2017 et qui semble rattrapé par le poids des années, avait claqué la porte de la sélection, vraisemblablement lassé de voir les frères Ayew rogner son pouvoir. Mais 48h après l'annonce de sa retraite, Baby Jet était revenu sur sa décision après avoir reçu un appel du président de la République, Nana Akuffo-Addo.

Le technicien ghanéen devra désormais gérer les égo : alors que l'ancien Marseillais André Ayew est capitaine, Gyan « a été élevé au rang de capitaine général », annonce le Comité de normalisation du football au Ghana. Comprenne qui pourra...

Opposées aux Béninois (25 juin), aux Camerounais (29 juin) puis aux Bissau-Guinéens (2 juillet), les Black stars ont débuté leur préparation par un succès face à la Namibie, le 4 juin, à Windhoek, avant de faire match nul, samedi, avec l'Afrique du Sud, à Dubaï (0-0).

### Les vingt-trois Black stars du Ghana

**Gardiens de but :** Richard Ofori (Maritzburg United/Afrique du Sud), Lawrence Ati-Zigi (Sochaux/France/2e division) Felix Annan (Asante Kotoko).

**Défenseurs :** John Boye (Metz/France), Andy Yiadom (Reading/Angleterre/2e division), Abdul Baba Rahman (Reims/France), Lumor Agbenyenu (Goztepe/Turquie), Kassim Nuhu (Hoffenheim/Allemagne) Jonathan Mensah (Columbus Crew/États-Unis), Joseph Aidoo (Genk/Belgique), Joseph Attamah (Basaksehir/Turquie).

**Milieux :** Mubarak Wakaso (Deportivo Alaves/Espagne), Thomas Partey (Atletico Madrid/Espagne), Kwadwo Asamoah (Inter Milan/Italie), Afriyeh Acquah (Empoli/Italie), André Ayew (Fenerbahçe/Turquie), Christian Atsu (Newcastle United/Angleterre), Samuel Owusu (Cukaricki/Serbie), Thomas Agyepong (Hibernian/Ecosse).

**Attaquants :** Asamoah Gyan (Kayserispor/Turquie), Jordan Ayew (Crystal Palace/Angleterre), Caleb Ekuban (Trabzonspor/Turquie), Kwabena Owusu (Leganes/Espagne).

Camille Delourme

## COMMISSION ÉLECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE

# Le vice-président Norbert Basengezi démissionne

La deuxième personnalité de la Centrale électorale de la RDC jette l'éponge alors que l'Assemblée nationale attend évaluer le rapport de cette institution sur le processus électoral en cours.

Le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) a déposé sa démission, le 17 juin à la plénière, après avoir fait le même exercice auprès d'autres institutions de la République concernées. Les motifs n'ont pas été évoqués. Norbert Basengezi Katintima quitte la barque alors qu'il supervisait les contentieux électoraux, terrain sur lequel la Centrale électorale a connu plusieurs revers.

Mais il faudra également noter que cette démission intervient au terme du mandat du bureau de la Céni et n'aurait donc aucune incidence sur le cours du processus électoral ou des événements, étant donné que ce bureau devrait être remplacé.

Norbert Basengezi Kantintima fait partie des trois membres de la Céni dont le président Corneille Nangaa et son conseiller Marcelin Mokolo, frappés par des



Norbert Basengezi

sanctions américaines pour corruption. Washington les a accusés d'actes de corruption répétés et de saper le processus démocratique en RDC. En plus des interdictions de

visas, Washington était passé, le 21 mars dernier, aux sanctions financières, notant que tous leurs actifs relevant de la juridiction américaine étaient désormais bloqués et

qu'il était également interdit à tout citoyen américain d'effectuer une transaction avec eux.

Les trois hommes faisaient déjà partie des cinq personna-

lités du pays accusées de corruption et d'entrave au processus électoral, interdites de territoire par les Etats-Unis fin février. Cette action, avait précisé en son temps le sous-secrétaire américain au Trésor, chargé du terrorisme et du renseignement financier, faisait suite à la corruption persistante de hauts responsables au sein de la Céni de la RDC et de l'ancien gouvernement de Joseph Kabila pour entraver et retarder les préparatifs en vue d'élections crédibles et inclusives.

Norbert Basengezi Kantintima avait intégré la Céni en tant que député national pour le compte du Parti du peuple pour la reconstruction et démocratie, élu de Walungu depuis 2011, membre du comité exécutif national, du conseil national et du bureau politique du parti de Joseph Kabila.

Lucien Dianzenza

## NORD-KIVU

## Une équipe de la Banque mondiale à Goma

La mission, inscrite dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du Projet d'amélioration de la sécurité à l'aéroport de Goma (PASAG) et du Projet d'amélioration de la capacité de la RDC à gérer, surveiller et réagir aux risques naturels dans la région de Goma (GFDRR), avait pour objectif de faire le suivi des recommandations issues de la revue à mi-parcours avant la clôture dudit projet.

Une équipe de la Banque mondiale conduite par le chargé des Projets, Tojoarofenitra Ramankirahina, a effectué du 12 au 17 juin une mission à Goma, dans la province du Nord-Kivu, dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du PASAG et du GFDRR. L'objectif de la mission, selon la Cellule d'exécution du Projet de transport multimodal (CEPTM - PASAG), était de faire le suivi des recommandations issues de la revue à mi-parcours (19 novembre - 2 décembre 2018), en particulier concernant la nécessité de hiérarchiser les activités du projet afin, d'une part, de rester dans l'enveloppe disponible et, d'autre part, de prendre en compte les dix mois restant avant la clôture du projet. Plus généralement, il s'agissait d'évaluer les progrès du projet en termes de décaissements, de sauvegardes sociales et environnementales, et de la réalisation des objectifs de développement des deux projets.

Au cours de la mission, l'équipe de la Banque mondiale représentée par Jean-Christophe



Les agents de la Banque mondiale visitent des engins commis aux travaux de réhabilitation de la piste de l'aéroport de Goma

Carret a été reçue par le gouverneur par intérim de la province du Nord-Kivu, Feller Lutayichira Mulwahale, avec qui les questions sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet ont été passées en revue. Ce qui n'a pas manqué de susciter la satisfaction du gouverneur pour qui l'aéroport de Goma demeure un point véritablement stratégique

pour le développement de la région des Grands lacs. L'équipe technique de la Banque mondiale a revu avec le représentant du ministère des Transports et Communications, le représentant de l'Autorité de l'aviation civile, le directeur général de la Régie des voies aériennes et la CEPTM-PASAG, l'état d'avancement et de

planification des travaux de la piste, du tarmac, de la tour de contrôle, de la centrale électrique, de construction de la clôture, du drainage de la plateforme aéroportuaire et la problématique de la certification de cet aéroport.

Avec l'Observatoire volcanologique de Goma (OVG) et la Protection civile, la mission a passé

en revue la mise en œuvre des activités sous le financement du don japonais, dans le cadre du GFDRR. Cependant, la mission a évalué la mise en œuvre des mesures de sauvegarde sociale et environnementale, notamment les actions recommandées par les missions de la Banque mondiale effectuées au projet PASAG entre novembre 2018 et mai 2019. A la fin de la mission, un projet d'aide-mémoire reprenant les conclusions principales de la mission sera remis au gouvernement. L'équipe de la Banque mondiale prévoit également une réunion de restitution avec le vice-Premier ministre et ministre des Transports et Communications à Kinshasa.

Le PASAG, note-t-on, est un projet du gouvernement congolais financé par la Banque mondiale. Il a pour objectifs d'améliorer la sécurité, la sûreté et les opérations de l'aéroport international de Goma; la capacité de l'OVG à gérer, surveiller et réagir aux risques naturels dans la région de Goma.

Lucien Dianzenza

CAN 2019

## Constant Omari fait le point de la préparation des Léopards

Le président de la Fédération congolaise de football association (fécofa) a assuré, le 17 juin à Kinshasa, que le stage du onze national à Marbella, en Espagne, se déroule dans de bonnes conditions, en prélude à sa participation à la phase finale de la 32e édition de la compétition en Egypte.

Le patron du football congolais a fait le point sur la préparation des Léopards, en perspective de la trente-deuxième la Coupe d'Afrique des nations (CAN), au cours d'une conférence de presse en présence du ministre intérimaire des Sports, Jean-Pierre Lisanga Bonganga, et du président du Comité olympique congolais, Amos Mbayo. Le gouvernement, a-t-il confirmé, a mis à la disposition de la sélection nationale tous les moyens nécessaires pour une bonne préparation de ce tournoi. « C'est l'une des rares fois dans l'histoire du football congolais que les moyens de préparation d'une équipe nationale de football sont sortis à temps et à l'heure », a-t-il reconnu.

Les Léopards ont établi leur camp de stage à Marbella, dans le sud de l'Espagne, une cité chargée d'histoire pour la sélection nationale. En effet, en février 2008, la République démocratique du Congo (RDC) avait fait match nul de zéro but partout avec la France A' au sein de laquelle il y avait Hugo Lloris, Clichy, Bakari Sagna, Alou Diar-



Constant Omari en conférence de presse, le 17 juin 2019 à Kinshasa

ra, Mathieu Flamini, Menez, Nasri, Djibril Cissé, etc. Dans le rang des Léopards conduits à l'époque par Otis Ngoma, il y avait Hérita Ilunga, Larrys Mabilala, Youssouf Mulumbu aujourd'hui capitaine des Léopards, Marcel Mbayo, Tshiolola, Matumona Zola Roum, Cédric Makiadi, Mongongu, etc.

Dix ans après, les Léopards ont choisi à nouveau Marbella pour préparer la CAN 2019. Constant

Omari a indiqué : « Ce centre est celui où Liverpool a préparé sa finale de la Ligue des champions européens. C'est dans ce cadre que Dortmund a préparé sa campagne en Ligue des champions d'Europe ». Le président de la Fécofa a insisté en ces termes à propos des conditions de préparation des Léopards : « L'équipe dispose de toute la logistique nécessaire et du matériel imposant », souli-

gnant que des médecins belges spécialisés sont mis à contribution pour une préparation optimale de la sélection congolaise. Aussi a-t-il appelé les joueurs à prendre leur responsabilité pour la suite, le gouvernement et la Fécofa ayant fait leur part. Constant Omari a aussi parlé du cas du milieu de terrain Gianelli Imbula, écarté de la liste des vingt-trois, la veille de l'autorisation de la Fifa d'évoluer avec

la RDC. Le président de la Fécofa a laissé entendre qu'il avait plaidé personnellement auprès du staff technique pour que le milieu de terrain de Rayo Vallecano fasse partie de la liste, sous réserve de la fin de son dossier à la Fifa. Mais le staff technique ne l'a pas encore retenu.

« La Fécofa a fait tout ce qu'il devait faire sur le cas Imbula. J'ai obtenu que la Fifa travaille même en dehors des heures normales, nous avons obtenu de la Caf que le nom d'Imbula soit transmis en retard en attendant la décision de la Fifa, mais c'est le staff technique qui a refusé de le retenir. J'ai demandé au staff technique d'assumer sa décision. Le staff m'a dit qu'on ne le retient pas parce qu'il n'est pas au point... », a déclaré Constant Omari, relayé par le site congoprofond.net. « J'ai mis le staff technique devant ses responsabilités pour le cas Imbula », a martelé le président de la Fécofa. Le joueur avait exprimé ses profonds regrets après la publication de la liste des vingt-trois.

Martin Engimo

## La RDC s'est envolée pour l'Egypte

Les Léopards ont quitté Madrid, hier, en direction du Caire. Les joueurs du sélectionneur Florent Ibenge se sont préparés pendant pratiquement deux semaines à Marbella, en Espagne, où ils ont livré deux rencontres amicales.

Après le résultat d'égalité de zéro but partout, le 9 juin, contre les Etalons du Burkina Faso, ils ont été à nouveau accrochés, le 15 juin à Madrid, par les Harambee stars du Kenya par un but partout.

En fait, les Fauves congolais ont frôlé une défaite lors de ce second match de fixation. Après l'ouverture du score de l'attaquant kényan, Olinga, à la 38e mn, Arthur Masuaku de Westham en Angleterre a égalisé sur une balle arrêtée à la 87e. Cédric Bakambu a loupé un penalty au cours de cette rencontre. Le onze de

départ de Florent Ibenge s'est composé du gardien de but Matampi et dans le champ, Masuaku, Luyindama, Marcel Tisserand, Djos Issama Mpeko, Chancel Mbemba, Youssouf Mulumbu, Trésor Mputu, Yannick Bolasie, Cédric Bakambu et Paul-José Mpoku.

Les Léopards jouent leur premier match le 22 juin contre les Crane's d'Ouganda qui ont surpris en amical, le 15 juin à Abu Dhabi, les Eléphants de la Côte d'Ivoire par un but à zéro, une réalisation de Farouk Miya sur penalty à la 34e mn. Ensuite la RDC s'opposera le 26 juin à l'Égypte qui a battu, le 16 juin, la Guinée en amical par trois buts à un. Enfin, elle jouera contre le Zimbabwe le 30 juin, jour de la commémoration de son indépendance.

Martin Engimo



Les Léopards en route pour l'Egypte

## Moët & Chandon célèbre le 150ème anniversaire de son emblématique cuvée non millésimé.

**Moët & Chandon Brut Impérial est un champagne de qualité, le plus apprécié dans le monde.**

L'année est 1869. Le lieu, les caves, sinueuses et fraîches, de Moët & Chandon au siège historique d'Épernay au cœur de la Champagne. C'est alors que la première bouteille de Moët & Chandon Brut Impérial, aujourd'hui connue sous le nom de Moët Impérial, est expédiée.

Ce point de départ marque le début d'un parcours édifiant et sans précédent, de par des terres inconnues, traversant océans et continents, que de chemins par lesquels Moët Impérial sera passé avant de se transformer en la cuvée emblématique de la Maison de champagne française tant vénérée dans le monde.



Scarlett Johansson, première star hollywoodienne à devenir ambassadrice de Moët & Chandon, passant à la main pendant les vendanges. Épernay 2010 © Stéphane Cardinale

De la vigne à la bouteille, s'écoulent 3 années d'élaboration du champagne le plus aimé au monde. Moët & Chandon détient le patrimoine le plus précieux de champagne, 1.190 hectares: 50% en Grand crus et 25% en 1er crus. Moët & Chandon est aussi le plus grand acheteur de raisin en champagne. Cette grandeur s'exprime aussi dans la dimension de nos caves qui s'étalent sur 28 kilomètres.

Le style de Moët & Chandon se distingue par un fruité éclatant (exprime la pureté du fruit à travers une philosophie non-oxydative), un palais savoureux (fermentation malo-lactique systématique et l'utilisation du



La Galerie « Impérial » des caves Moët & Chandon à Épernay. © Fred Lauros

Meunier, un des trois cépages autorisés en champagne, dans l'assemblage pour apporter rondeur et fraîcheur) et une maturité élégante (une maturation longue et surveillée dans les caves).

De nos jours encore, Moët Impérial est reconnu pour sa qualité supérieure, régulièrement noté dans les concours œnologiques de référence. Depuis 2011 Moët Impérial est au-dessus des 90 points selon le très respecté éditeur « Wine Spectator's »

**Célébration du 150ème anniversaire du baptême en hommage à Napoléon, en 1869, Moët a rebaptisé sa cuvée non millésimé en « Impérial »**

Jean-Rémy Moët, petit-fils du fondateur de la Maison, reçoit les plus grandes personnalités de son temps dans sa ville natale: Alexandre 1er Tzar de Russie, Charles X Roi de France et l'Empereur Napoléon 1er pour en citer quelques un.

Cette relation que la Maison continuera de nourrir au fil des années, non seulement avec l'Empereur mais aussi avec son entourage rapproché: son épouse, l'Impératrice Joséphine, une femme d'influence et de goût, sera elle-même accueillie à Épernay comme ambassadrice du « savoir-vivre » à la française.

Napoléon 1er est un fervent amateur et un consommateur fidèle du champagne Moët. Il vient 3 fois à Épernay et visita les caves. Il se noue entre les deux hommes un fort lien d'amitié. Napoléon décorera même Jean Remy pour l'excellence de son travail et son active contribution à valoriser les produits français à l'étranger.



La première étiquette de Moët & Chandon Brut Impérial, désormais connue sous le nom de Moët Impérial.

L'icône de la Maison est baptisé « Impérial » en hommage à Napoléon 1er. Les premières bouteilles de Moët Impérial ont été expédiées en 1869, 100 ans après la naissance de l'Empereur. La principale galerie des caves de Moët & Chandon a aussi été baptisée « Impérial » pour les mêmes raisons.

Cette année, alors que la célèbre Maison de champagne française célèbre le 150ème anniversaire de sa cuvée emblématique, Moët Impérial, on peine à compter les années écoulées et à mesurer le sillon de son chemin parcouru.

Le 150ème anniversaire de la cuvée emblématique se célèbre dans 80 pays dans le monde à travers plusieurs événements. Le bal a été ouvert par un prestigieux dîner sur les vignes le 22 Mai au Château de Saran.



Moët Impérial devant l'Orangerie à Épernay.

**Depuis 1869, Moët Impérial est une icône intemporelle, associée aux événements et moments les plus prestigieux et mémorables.**

En route vers sa propre célébrité, Moët Impérial a partagé de nombreux moments inoubliables, tous empreints d'autant de fête et de glamour, et toujours dans un style devenu inimitable.

Lorsque les stars les plus talentueuses gagnent les prix les plus prestigieux, Moët & Chandon est à leur côté pour partager ces moments exceptionnels de succès, de joie et de réussite. Il était donc normal que la maison devienne le champagne officiel des Oscars et des Golden Globes.

Depuis 1743, Moët & Chandon est un maître de l'art de la fête et du « savoir-fête » contribuant à la pérennité des rituels de célébration, tels que la pyramide de champagnes, qui est devenue une tradition mondiale.



Une grande pyramide de champagne remplie de Moët Impérial.

La pyramide de champagne est aujourd'hui un symbole de la Maison et cette installation artistique sera la pièce maîtresse des événements du Moët & Chandon



Grand Day. Le Roi du Pop Art, Andy Warhol, qui documente l'éblouissant monde de la nuit new-yorkaise avec des portraits en noir et blanc d'amis célèbres immortalisés par son propre objectif, est lui-même souvent photographié en très bonne compagnie.



La star emblématique Monica Bellucci signe une bouteille de Moët Impérial lors d'un événement caritatif à Cannes en 2009 ©Stéphane Cardinale

partageant une bouteille de Moët Impérial. La nuit parisienne, glamour à souhait, fait tout aussi fureur dans les années 1970 et 1980.

En 1984, Catherine Deneuve et son élégance typiquement française, pose pour les paparazzi en tenant un verre « oversize » tandis que le Moët Impérial coule à flot dans cette discothèque parisienne que fut le Club 78.

Que d'instant précieux ont été partagés avec Moët Impérial ! L'invité habituel des anniversaires et des événements marquants, petits ou grands, intimes ou publics, Moët Impérial s'est converti en un ingrédient incontournable des festivités. N'était-ce pas Paul Newman qui avait célébré son 40ème anniversaire avec Moët Impérial ? Sur un plateau de tournage sur la Côte d'Azur, si les 40 ans de Paul Newman sont célébrés dans l'intimité la plus stricte, les verres levés sont remplis de Moët Impérial. Comme il se doit pour marquer les fêtes inoubliables, Moët & Chandon honorerait par des illuminations spectaculaires, le 120ème anniversaire de la Statue de la Liberté en 2006. Des étincelles y ont brillé pour le monde entier.

Pour ceux qui sont prêts à danser toute la nuit, le Moët & Chandon Grand Day apportera une touche particulière à la scène des clubs dans le monde et à Pointe-Noire & Brazzaville le 22 Juin.

**En République du Congo les célébrations du 150ème anniversaire de la cuvée impériale seront marquées par plusieurs événements.**

En mars 2019, l'Ambassadeur de la Maison Moët & Chandon Pierre-Louis Araud, est venu manifester l'attention croissante qu'il accorde à la République du Congo et en a profité pour lancer les célébrations du 150ème anniversaire du champagne iconique, Moët & Chandon Impérial. Cette première visite fut l'occasion pour l'Ambassadeur de partager des diners exclusifs de très haut standing avec les clients les plus prestigieux. En outre Pierre-Louis Araud a dispensé des séances de formation à la marque et à l'art du service. Toujours avec un grand savoir-fête!

Cette année, le Moët Grand Day, le rendez-vous annuel débuté en

2016, poursuivra sa tradition festive avec une panoplie d'événements scintillants, célébrant le voyage épique de Moët Impérial qui, des podiums mondiaux, au tapis rouge d'Hollywood, a marqué les traditions de célébration mondiale depuis 150 ans. Du jour au soir et jusque tard dans la nuit, Moët & Chandon rassemblera plus d'un million de personnes dans 80 pays du monde. De Pointe-Noire & Brazzaville à Lagos, de Johannesburg à New York, Ibiza, Londres, Tokyo etc...



Pierre-Louis Araud, Ambassadeur international de Moët & Chandon.

La République du Congo se joint au reste du monde pour célébrer le 150ème anniversaire de son emblématique cuvée non millésimé à travers deux mégas soirées au sein d'« Ambassades » Moët & Chandon: une Gypsy Chic Night à La Voile Blanche et une Golden Night au Famous Club Palacio de Brazzaville.

Ce 150ème anniversaire représente une occasion idéale pour Moët & Chandon, de célébrer son champagne le plus emblématique. Afin de joindre les consommateurs congolais à cette célébration mondiale, plusieurs événements, tel que La Maison Moët, dont la grandeur rappellera celle de la Maison elle-même, sont prévus au Congo tout au long de l'année, et des soirées de fin d'année toutes plus scintillantes et éblouissantes les unes que les autres. Il sera l'heure pour les bouchons de bouteilles à sauter, les verres à se lever et les pyramides de champagne à couler à flot.

### A propos de Moët & Chandon

Fondé en 1743, Moët & Chandon est la marque de champagne la plus prestigieuse du monde. Disponible dans plus de 140 pays, Moët & Chandon est désormais une icône internationale de célébrations et savoir.

## SANTÉ

# Les infirmiers exhortés à mettre les patients au centre de leurs préoccupations

Un focus a été organisé, le 13 juin, à l'hôpital général Adolphe-Sicé de Pointe-Noire, à l'occasion de la Journée mondiale de l'infirmier.

«L'infirmier au cœur du processus des soins : qualité et continuité» a été le thème de la rencontre qui a regroupé médecins chefs de service, professionnels de santé, infirmiers et infirmières de différentes structures de santé de la ville. Au cours de cette matinée scientifique, les participants ont échangé sur la profession d'infirmier et réaffirmé sa place dans le système de santé, son influence sur la continuité et la qualité des soins délivrés mais aussi son rôle essentiel et incontournable dans le maillage sanitaire. « Les différents thèmes qui ont été choisis et qui font l'objet de discussions au cours de cette journée ont pour seul but de renforcer les capacités opérationnelles de nos infirmières et infirmiers sur le terrain, de leur permettre d'échanger et d'acquérir des connaissances nouvelles, de mesurer leurs compétences afin de se rendre plus performants et plus efficaces parce qu'ils sont les premiers à être au contact des



La photo de famille des participants à la fin du focus./Adiac

malades », a dit Apollinaire Ngoma, directeur général par intérim de l'hôpital général Adolphe-Sicé.

La cinquante-huitième célébration de la Journée mondiale de l'infirmier a été une occasion de s'interroger sur les pratiques diverses d'une même profession à travers le monde mais aussi de réfléchir sur les évolutions dans les années à venir.

« Les infirmières et les infirmiers sont à la base des soins de qualité, abordables et accessibles car l'infirmière et l'infirmier sont désormais des professionnels

des soins dont le domaine de compétences est reconnu comme une discipline à part entière, travaillant en complémentarité et en collaboration avec les médecins grâce à leur connaissance des patients. Ils participent au développement des pratiques innovantes et aux progrès de la prise en charge des patients », a signifié le Dr Clotaire Missamou, directeur des soins infirmiers et médico-techniques et réadaptations.

« En célébrant cette Journée internationale de l'infirmier, nous souhaitons

qu'une meilleure organisation du travail dans les soins infirmiers diminue les surcharges de travail et les burn-out dont sont victimes, entre autres, les infirmières et infirmiers. Ces femmes et ces hommes représentent plus du tiers de la main d'œuvre du réseau de la santé et travaillent dans des conditions difficiles en raison de la pénurie de main d'œuvre », a-t-il ajouté.

Pendant cette journée, les participants ont suivi des communications étayées des cas pratiques sur la qualité de l'offre des soins et des services au

cœur du consommateur.

Ainsi, la profession infirmière doit être entendue et respectée pour que l'avis du professionnel de la santé soit pris en compte dans les prises de décision et qu'il influe sur la mise en place des politiques. « Que les enseignements reçus ici soient mis en pratique dans les différents services respectifs. Le malade est au centre de nos préoccupations car, sans lui, de telles rencontres ne peuvent avoir lieu », a souhaité le directeur général par intérim, clôturant les travaux.

Hervé Brice Mampouya

## FORMATION QUALIFIANTE

## Cent jeunes outillés en entrepreneuriat

La Chambre de commerce de Pointe-Noire entend contribuer à l'autonomisation des jeunes en leur offrant une formation primo entrepreneur qui prendra fin le 21 juin.

Cent jeunes sélectionnés à l'issue d'un appel à candidature bénéficient d'une formation de vingt et un jours, dans le cadre de l'édition 2019 du programme de volontariat intitulé «21 days of yello care » de la société de téléphonie mobile MTN.

Axée sur l'autonomie des jeunes, l'édition dont la Chambre de commerce et le cabinet conseil Grihf consulting sont partenaires, a été lancée au



Les participants à la la formation

« Nous avons été plus sensibles à la démarche MTN Congo dont l'ambition porte sur l'autonomisation des jeunes. Il est plus qu'impérieux de leur donner des perspectives dans une conjoncture de chute de la capacité d'absorption du marché de l'emploi »

début du mois lors d'une cérémonie placée sous le patronage d'Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint-Eudes, ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi.

La Chambre de commerce aura pour mission, au cours de cette édition, d'initier les cent jeunes aux fondamentaux de l'entrepreneuriat, en partant de la structuration et la vision aux bases de la gestion. Cette ini-

tiation s'inscrit dans le cadre de la formation «Primo entrepreneur», un dispositif d'accompagnement mis en place par cette institution depuis trois ans qui a été revisité et recalibré pour la circonstance. « Nous avons

été plus sensibles à la démarche MTN Congo dont l'ambition porte sur l'autonomisation des jeunes. Il est plus qu'impérieux de leur donner des perspectives dans une conjoncture de chute de la capacité d'absorption du marché de l'emploi », a indiqué Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la Chambre de commerce. Ainsi, les dix meilleurs projets seront sélectionnés à l'issue de cette formation qualifiante. Les initiateurs bénéficieront, pendant six mois, d'un accompagnement de l'incubateur qui sera mis en place par le cabinet conseil Grihf consulting. Sylvestre Didier Mavouenzela a tenu à saluer « l'engagement citoyen de MTN Congo, reconnue active sur le front du soutien à l'entrepreneuriat ».

Notons que la Chambre de commerce n'est pas à sa première expérience avec MTN, les deux structures sont aussi partenaires dans le cadre des rencontres «Bomoko» destinées à sensibiliser au potentiel du marketing digital.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

## EGYPTE

## Mohamed Morsi meurt pendant une comparution au tribunal

L'ancien président égyptien a fait un malaise, le 17 juin, lors d'une comparution au point de s'effondrer au moment où il s'exprimait devant le tribunal, a rapporté la télévision d'Etat. Transporté à l'hôpital, il n'a pas survécu.

Issu du mouvement des Frères musulmans, Mohamed Morsi a été élu président la République islamique d'Egypte en 2012, après la chute du président Hosni Moubarak. Une année plus tard, il a été renversé par l'ex-chef de l'Armée, Abdel Fattah Al-Sissi, l'actuel président de l'Egypte. Mohamed Morsi est mort à l'âge de 67 ans.



Rominique Makaya

## VIE DES PARTIS

## L'Union congolaise des républicains se réorganise

La formation politique était gagnée par un profond sommeil, depuis la disparition de son président, Côme Mankassa. En effet, sans président ni leader, elle était inaudible. Un temps révolu puisqu'elle entend retrouver sa place dans l'univers politique du Congo. Aris Mankassa, fils de feu Côme Mankassa, est déjà à la manœuvre pour la réussite du congrès à venir. Entretien.

Les Dépêches de Brazzaville (L.D.B.) : Y-a-t-il encore des Congolais qui se souviennent de l'Union congolaise des républicains - UCR-, le premier parti du centre du Congo ?

Aris Mankassa (A.M.) : Oui ! Beaucoup de nos compatriotes nous écrivent pour savoir où en est l'UCR. Nous nous apprêtons donc à leur répondre.

L.D.B. : Quand et de quelle façon ?

A.M. : En organisant le congrès, quatre ans après la disparition de Côme Mankassa, décédé le 14 juillet 2015, à Paris. À une date très proche, suivant nos statuts, nous inviterons les Congolais de bonne volonté, du moins ceux qui partagent nos valeurs, à apporter leur contribution au débat d'idées, ce qui a toujours été l'ADN ou la boussole de notre parti. Nous rejetons tout ce qui classe, divise, oppose... Le Centre, c'est cette volonté permanente de rechercher le compromis et non la compromission, de rechercher le dialogue et non l'affrontement, de privilégier l'intérêt collectif et non les intérêts partisans.

L.D.B. : Seriez-vous candidat à la présidence du parti ?

A.M. : Pas forcément ! Quand Côme Mankassa a créé l'UCR, il était loin d'être seul ! L'accompagnaient dans sa tâche André Etoua, Philippe Mingui et Moukoyou Nkombo, par exemple ; il y a eu aussi Armand Baboutila, Joseph Asselam : la légitimité de diriger l'UCR est identique pour chacun d'eux ! En juriste de formation, j'ai la conviction que la légitimité de diriger notre parti ne saurait jaillir de quelque filiation parentale que ce soit. L'UCR n'appartient pas à la famille Mankassa, c'est un parti national. C'est ce qui fait aussi sa caractéristique.

L.D.B. : Il se murmure que le parti s'apprête à nouer des alliances ici ou là. Qu'en est-il réellement ?

A.M. : Le dialogue est le gage de notre démocratie interne. Il ne nous est pas interdit de dialoguer avec quelque autre parti que ce soit, de la majorité ou de l'opposition, mais ce n'est pas notre priorité. Pour l'instant, seul nous préoccupe le congrès à venir, afin de dégager de nouvelles instances dirigeantes.

Propos recueillis par Marie Alfred Ngoma



Aris Mankassa

## COUPE DU CONGO

## Les équipes qualifiées pour le prochain tour sont connues

À l'issue des matchs du deuxième tour préliminaire de la compétition, disputés le week-end dernier dans différents stades du pays, seize clubs ont validé leur ticket au terme des rencontres à élimination directe.

Le 16 juin, au stade Alphonse-Massamba-Debat, FC Racine a eu raison de Real Impact 1-0. L'OCB a écrasé la Jeunesse sportive de Boko, 11-0. Avant ces rencontres, RCO a perdu devant As Vegas 1-2, le 15 juin, tandis que Mankoundia FC a pris le dessus sur AC Tsiemba, 2-0. Le match qui a mis aux prises BNG à AS Mik II s'est soldé en faveur de BNG, 4-1, et FC Flamengo a dominé CMBS, 5-0.

Au complexe sportif de Pointe-Noire, FC Nathalys a battu Munisport aux tirs au but, 5-4, après un match nul 2-2. De son côté, FC Pelerin a disposé du TP Mokanda 2-1. Le Club des jeunes a lessivé FC Ecole Mourinho sur un score sans appel

de 13-0, le 15 juin. Interclub de Pointe-Noire a éliminé EF Total aux tirs au but, 4-2, après avoir fait un match nul au temps réglementaire (1-1).

À Dolisie, AS Gerin a dominé FC Olympic 2-0. Au stade de Madingou, dans la Bouenza, Saint Michel de la localité a battu la Jeunesse sportive de Kinkala sur le même score. Au stade de Sibiti, Carpillon s'est qualifié après avoir battu Interclub de Dolisie aux tirs au but, 3-2. Au temps réglementaire, les deux équipes avaient fait jeu égal de 1-1. Au stade de Kinkala, Dynamique FC a infligé un forfait à Yaba sport. Cara de Djambala a également battu RCB sur tapis vert. A Ewo, TP Mystère de Gamboma a obtenu son ticket

face à Olympic de la localité aux tirs au but 3-2, après un match nul 1-1. Au stade de Ouesso, Real d'Owando a pris le dessus sur Olympic de Pokola, également aux tirs au but, 3-2, après un match nul de 1-1. Au stade d'Impfondo, FC Leader a bénéficié d'un forfait devant Cara de Ouesso. Les équipes qualifiées pour le prochain tour sont : As Vegas, Mankoundia FC, BNG, FC Flamengo, FC Racine, OCB, Club des jeunes, Interclub de Pointe-Noire, FC Nathalys, FC Pèlerin, As Gerin, Saint Michel de Madingou, Carpillon, Dynamique FC, Cara de Djambala, TP Mystère de Gamboma, Real d'Owando et FC Leader d'Impfondo.

Rude Ngoma (stagiaire)

## VOLLEYBALL

## Le Congo manque la qualification aux Jeux africains

Les Diables rouges ont été battus trois sets à zéro, le 16 juin à Brazzaville, par les Lions indomptables du Cameroun, lors du dernier match du tournoi zonal de la discipline messieurs.



Les Diables rouges volleyball du Congo a quelques semaines. Nous sommes venus ici pour chercher la qualification. Nous irons défendre dignement la zone 4 aux douzièmes Jeux africains. Voilà pourquoi nous allons bientôt débiter avec les matchs amicaux avant de nous rendre en Italie pour un stage de préparation. Le Congo a fait un bon match, il suffit de voir les scores», a déclaré Kody Bitjaa, l'un des joueurs camerounais.

Les Camerounais ont réussi à s'imposer contre la RDC, le 15 juin, trois sets à zéro, avant de rééditer l'exploit contre le Congo, le 16 juin, au Gymnase Henri-Elendé, où s'est déroulée la compétition. Menée par des joueurs comme Kody Bitjaa, Noubissi, Bassoko et Mbutngam, la formation camerounaise de volleyball a su garder son sang-froid malgré la pression du public brazzavillois.

R.Ng.(stagiaire)

Malgré leur performance lors des derniers Jeux africains Brazzaville 2015, à l'issue desquels ils étaient deuxièmes, les Congolais n'ont pas pu sauvegarder leur leadership dans la compétition qualificative. Leur manque d'engagement et de cohésion ont ouvert un couloir à l'équipe du Cameroun qui a profité de leurs failles pour s'imposer 25-19 au premier set, avant de répliquer le même score au deuxième set puis de boucler le dernier set sur un score de 25-21.

Devant un public largement acquis à sa cause, le Congo a eu du mal à justifier sa victoire contre la République démocratique du Congo (RDC) le 14 juin, trois sets un, en match d'ouverture dudit tournoi. « Nous avons tenté de donner le meilleur de nous-mêmes, malheureusement l'adversaire était plus réaliste. J'encourage ces jeunes qui ont accepté de por-

ter les couleurs de la nation au moment où nous n'avons pas bénéficié d'une préparation convenable. Il est difficile de gagner un tel match avec deux séances d'entraînement seulement, tandis que le Cameroun est en stage depuis plusieurs mois », a expliqué Charlemagne Vingha, le sélectionneur congolais.

Organisé par la Confédération africaine de volleyball en partenariat avec la Fédération congolaise de la discipline, ce tournoi zonal de volleyball messieurs s'est déroulé du 14 au 16 juin, à Brazzaville. Il a permis à la zone 4 de sélectionner son représentant aux douzièmes Jeux africains, Rabat 2019. Trois pays ont participé à cette compétition: le Congo, la RDC et le Cameroun (vainqueur).

« Dans l'ensemble, nous étions sereins du fait que nous avons reçu de nouveaux joueurs qui nous ont rejoints, il y